PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

RCI BANQUE

Société anonyme au capital de 100 000 000 euros.
Siège social : 14, avenue du pavé neuf - 93168 Noisy-Le-Grand Cedex.
SIREN : 306 523 358 R.C.S Bobigny.

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 31 décembre 2014.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	12/2014	12/2013
Caisse, Banques centrales et CCP		401 637	451 095
Effets publics et valeurs assimilées		401 874	
Créances sur les établissements de crédit	1	10 119 383	9 008 904
Opérations avec la clientèle	2	8 273 912	7 172 311
Obligations et autres titres à revenu fixe	3	3 255 189	3 174 356
Actions et autres titres à revenu variable		100 000	
Participations et autres titres détenus à long terme	4	11 427	228 808
Parts dans les entreprises liées	5	895 372	828 288
Crédit-bail et location avec option d'achat	6	600 614	561 699
Location simple	7	57 019	44 804
Immobilisations incorporelles	8	179	194
Immobilisations corporelles	9	3 479	3 495
Autres actifs	10	83 570	85 040
Comptes de régularisation	11	237 687	195 597
Total actif		24 441 342	21 754 591

Passif	Notes	12/2014	12/2013
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	12	4 018 646	3 359 191
Opérations avec la clientèle	13	7 429 301	5 309 712
Dettes représentées par un titre	14	10 460 057	10 625 857
Autres passifs	15	245 911	204 248
Comptes de régularisation	16	33 172	98 929
Provisions	17	64 972	51 317
Dettes subordonnées	18	250 586	250 671
Capitaux propres		1 938 697	1 854 666
Capital souscrit	19	100 000	100 000
Primes d'émission et de fusion	19	258 807	258 807
Réserves	19	19 614	19 614
Ecart de réévaluation	19	76	76
Report à nouveau	19	1 266 169	1 081 039

Résultat de l'exercice	19	294 031	395 130
Total passif		24 441 342	21 754 591

Engagements hors-bilan.

	Notes	12/2014	12/2013
Engagements donnés	20	4 855 113	5 777 523
Engagements de financement		1 525 073	1 408 411
Engagements de garantie		477 882	972 464
Engagements sur titres		2 200	2 200
Autres engagements donnés		2 849 958	3 394 448
Engagements reçus	21	8 177 455	9 498 640
Engagements de financement		5 882 643	6 890 111
Engagements de garantie		2 294 812	2 608 529

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	Notes	12/2014	12/2013
Intérêts et produits assimilés	24	871 690	883 675
Intérêts et charges assimilées	25	- 709 017	- 719 774
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	26	375 029	429 373
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	26	- 329 709	- 419 266
Produits sur opérations de location simple	27	8 703	5 947
Charges sur opérations de location simple	27	- 4 611	- 3 155
Revenus des titres à revenu variable	28	372 349	363 598
Commissions (produits)	29	30 840	34 545
Commissions (charges)	29	- 29 619	- 40 709
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	30	- 715	219
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	30	- 4 640	165
Autres produits d'exploitation	31	121 318	97 120
Autres charges d'exploitation	32	- 71 732	- 14 510
Produit net bancaire		629 886	617 228
Charges générales d'exploitation	33	- 220 084	- 180 224
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		- 1 217	- 1 208
Résultat brut d'exploitation		408 585	435 796
Coût du risque	34	- 47 231	- 23 044
Résultat d'exploitation		361 354	412 752
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	15	3 479	58 486
Résultat courant avant impôt		364 833	471 238
Impôts sur les bénéfices	36	- 70 802	- 76 108
Résultat net		294 031	395 130

III. — Affection du résultat.

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Résultat net de l'exercice 2014	EUR	294 030 860,59
Report à nouveau antérieur	EUR	1 266 169 262,89
Solde disponible	EUR	1 560 200 123,48
Dividendes à distribuer	EUR	150 000 000,00
Solde du compte report à nouveau 2014	EUR	1 410 200 123,48

Le montant des dividendes à distribuer s'élèverait ainsi à 150 000 000,00 EUR, soit 150 EUR par action.

- Ouvrant droit à un abattement de 40 % lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France, conformément à l'article 158-3-2° du Code général des impôts dans sa nouvelle rédaction ;
- Et n'ouvrant pas droit à cet abattement dans les autres cas.

Les dividendes versés au titre des trois précédents exercices ont été :

- Au titre de l'exercice 2011 : de 250 EUR par action entièrement libérée.
- Au titre de l'exercice 2012 : de 275 EUR par action entièrement libérée.
- Au titre de l'exercice 2013 : de 210 EUR par action entièrement libérée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexe aux comptes sociaux.**1. Règles et méthodes comptables.**

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement 91-01 du 16 janvier 1991 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit (modifié par les règlements 92-05, 93-06, 94-03, 94-05 du Comité de la réglementation bancaire et financière, 99-04, 2000-03, 2004-16, 2005-04 et 2008-02 du Comité de la réglementation comptable). Ils intègrent les comptes des succursales à l'étranger.

La société RCI Banque compte 10 succursales implantées à l'étranger :

- En Allemagne, la succursale finance les ventes des réseaux Renault et Nissan ;
- En Italie, la succursale est dédiée au financement clientèle et réseaux des marques Renault et Nissan ;
- En Argentine, l'activité de la succursale concerne le financement du réseau ;
- Au Portugal, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux ;
- En Slovénie, la succursale finance les stocks de Véhicules Neufs et de Pièces Détachées des concessionnaires Renault du pays, la succursale propose une nouvelle activité de Retail Crédit et Leasing ;
- En Espagne, la succursale assure le financement clientèle et réseau des marques Renault et Nissan ;
- En Suède, l'entité propose une offre de financements aux concessionnaires et aux clients finaux de Renault établis en Suède, au Danemark, en Finlande ou en Norvège ;
- En Autriche, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux ;
- En Irlande la succursale réalise des financements aux réseaux ;
- En Pologne, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux.

A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes. — Il n'y a pas eu d'évolution significative en termes d'évaluation ou de présentation des comptes au cours de l'année.

B) Créances sur la clientèle :

— Principe d'évaluation et de présentation des prêts et créances sur la clientèle : Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Conformément aux articles 14 et 15 du CRC 2009-03, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments étalables sont présentés dans le produit net bancaire.

— Identification du risque de crédit : Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe RCI Banque :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, provisionnement) ;
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie ;
- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné.
- Encours compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Compte tenu de l'incidence de pratiques de gestion locales différenciées, la déchéance du terme ou la résiliation n'ont pas lieu au même âge dans les différents pays où s'exerce l'activité du groupe RCI Banque. Toutefois, on constate une certaine convergence des pratiques par grandes zones géographiques :

- Europe du Nord : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 3 à 4 mois qui suivent le premier impayé ;
- Europe du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé ;
- Amérique du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation intervient généralement dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé.

Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et compromises sont comptabilisés et dépréciés intégralement jusqu'à leur encaissement.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient lorsque les arriérés ont été apurés.

— Facteurs réducteurs de risque : Le groupe RCI Banque pratique de manière limitée et localisée le recours à la cession des créances douteuses.

— Dépréciation pour risque de crédit : Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non - recouvrement des créances.

Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

– Activité Clientèle : L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Clientèle » sont dépréciées par groupes de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de l'âge au douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Etant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

Dans le cas où l'approche statistique sur base individuelle n'est pas pertinente, les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire, la dépréciation est alors déterminée en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédure engagées.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêt ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

– Activité Réseau : Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 3 types de créances : incidentée, douteuse et saine, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

Les créances non douteuses (incidentées ou saines) font l'objet d'une dépréciation sur base collective soit selon une base statistique (historique des trois dernières années) soit selon l'expertise interne validée par le Comité des Experts Risques Réseau Groupe présidé des membres du Comité Exécutif. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash,...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels du groupe RCI Banque.

Quant aux encours non douteux et non incidentés qui sont ainsi classés sains, ils sont dépréciés de façon collective selon les risques de crédit et systémiques de chaque pays apprécié. Les montants dépréciés sont déterminés en fonction des taux techniques et sectoriels du sain et sont spécifiques à chaque pays. Les dépréciations des actifs sains du financement réseau constituées ou libérées au titre des risques systémiques sont regroupées au compte de résultat consolidé dans le poste coût du risque réseau des filiales concernées.

— Règles de passage en pertes : Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

— Dépréciation des valeurs résiduelles : Le groupe RCI Banque assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle ré estimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

C) Opérations de crédit-bail et de location financière. — Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminués des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont calculés linéairement en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Conformément au règlement CRC n° 2009-03 du 3 décembre 2009, les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalées sur la durée de vie effective du contrat selon une méthode actuarielle ou linéaire.

Conformément aux articles 14 et 15 du CRC 2009-03, tes commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné (opérations de crédit-bail et assimilées).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments étalables sont présentés dans le produit net bancaire.

D) Opérations de location simple. — Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location simple, figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminués des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Les locations de batteries de véhicules électriques sont classées en location simple. Les durées de vie des batteries ont été fixées à 8 ans pour la Twizy et à 10 ans pour les autres véhicules électriques.

E) Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :

— Titres de participation et parts dans les entreprises liées : Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

On considère comme « Parts dans les entreprises liées » les titres des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable. Les autres titres relevant de cette catégorie mais qui ne sont pas susceptibles d'être inclus par intégration globale dans ce même ensemble sont classés en « Titres de participation ».

— Autres titres détenus à long terme : Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

— Principe d'évaluation et de provisionnement : Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 Décembre 1976 (réévaluation légale).

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur d'usage est inférieure à ce coût d'acquisition. Celle-ci est généralement déterminée en fonction de la quote-part d'actif net détenue, calculée selon les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Les dividendes correspondants sont comptabilisés dans l'année de leur mise en paiement.

F) Effets publics et valeurs assimilées, Obligations, actions et titres à revenu fixe ou variable. — Ces postes regroupent, conformément à la réglementation bancaire française, les valeurs mobilières, les instruments du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables.

Les titres sont classés en trois catégories :

— Titres de transaction : Ce sont des titres destinés à être cédés à brève échéance. L'évaluation de ce portefeuille se fait à la valeur de marché coupons courus inclus et les différences d'évaluation sont comptabilisées au compte de résultat.

— Titres de placement : Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois.

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition, hors intérêts courus pour les obligations. Pour les titres à revenu fixe, les différences positives ou négatives apparaissant entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement (décote ou prime) font l'objet d'un étalement sur la durée de vie restante des titres. Cet étalement est porté au compte de résultat.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur de marché d'une ligne de titres à la date de clôture est inférieure au coût d'acquisition ou à la valeur comptable corrigée de l'étalement des décotes et primes.

— Titres d'investissement : Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance.

Ces titres sont soit couverts par des instruments de taux d'intérêt pour les protéger de façon durable contre le risque de taux, soit adossés à des financements long terme permettant leur conservation effective jusqu'à l'échéance.

Les décotes ou primes sont étalées sur la durée de vie restante des titres.

Les provisions pour dépréciation ne sont constituées que lorsqu'il existe une forte probabilité de défaillance de l'émetteur des titres.

G) Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

Constructions	15 à 40 ans
Autres immobilisations corporelles	4 à 8 ans
Logiciels informatiques acquis	1 à 3 ans

H) Emprunts :

— Primes et frais d'émission de titres ou d'obligations : Les primes et frais d'émission sont amortis sur la durée de vie des emprunts et figurent dans les comptes de régularisation.

— Opérations complexes : Les opérations structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont généralement adossées à des ressources sous forme de dépôts ou émissions de titres et comprennent des swaps comportant une ou plusieurs clauses optionnelles particulières.

Dans le cadre de ces montages, les risques de marché (taux, change) sont strictement neutralisés.

Les résultats de ces opérations sont inscrits au compte de résultat *prorata temporis*.

I) Provisions :

— Engagements de retraite et assimilés : Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont enregistrés en capitaux propres.

La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation diminuée de la rentabilité attendue des actifs du régime, et de l'étalement du coût des services passés, est entièrement constatée dans les charges de personnel.

— Provisions risques pays : Les provisions pour risques pays portent sur les créances consenties à certaines filiales et les titres d'investissement détenus par le siège sur ces filiales, et permettent de déduire du résultat fiscal un pourcentage de ces encours. Le pourcentage appliqué ainsi que les pays sur lesquels se calcule la provision sont listés dans la lettre de la Direction de la Législation Fiscale du 24/07/2004.

Les filiales sur lesquelles RCI Banque calcule cette provision sont situées dans des pays :

- De catégorie I avec déduction fiscale de 5 % : Slovénie, Hongrie, Corée, République tchèque et Pologne,
- De catégorie II avec déduction fiscale de 10 % : Maroc, Roumanie, Slovaquie, Croatie et Russie,
- De catégorie III avec déduction fiscale de 30 % : Argentine et Brésil.

J) Conversion des éléments en devises :

— Conversion des comptes des succursales étrangères : Les succursales à l'étranger sont gérées comme des établissements autonomes. Par conséquent, il a été estimé plus pertinent de traduire les comptes des succursales à l'étranger comme ceux des filiales, à savoir :

- Les postes du bilan, à l'exception des comptes de liaison, sont convertis au taux de clôture ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice, ce dernier est utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes sauf cas de fluctuation significative ;
- Les écarts de conversion sont inclus dans les comptes de régularisation.

— Opérations en devises : Lors de l'arrêt des comptes, les soldes monétaires exprimés en devises sont convertis au taux de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participations et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits dans des comptes d'écart de conversion ; ceux-ci sont regroupés dans les postes de bilan avec les comptes de titres auxquels ils se rapportent.

Les pertes de change ne sont provisionnées que si une cession ou un remboursement des titres est prévu au cours de l'exercice suivant. De même cet écart de change n'est passé au compte de résultat qu'en cas de cession ou remboursement pour la partie des montants afférente aux titres cédés ou remboursés.

K) Instruments financiers de change et de taux. — Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors bilan.

— Instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur les marchés degré à gré : Il s'agit principalement d'opérations d'échange de taux d'intérêt dans le cadre d'une gestion du risque global de taux. Les charges et produits relatifs à ces opérations d'échange de taux d'intérêt sont inscrits au compte de résultat *prorata temporis*. Par ailleurs, les résultats dégagés sur les autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt, tels que les Forward Rate Agreements (F.R.A.), les caps, les floors et les collars, sont inscrits au compte de résultat de manière échelonnée sur la durée de vie des éléments couverts.

Lorsque le groupe est amené à prendre des positions isolées, les instruments concernés, traités sur des marchés de gré à gré sont valorisés selon la méthode suivante : les flux futurs certains sont actualisés sur une courbe de taux zéro coupon de la classe d'instruments correspondants. Les cotations de courbes de taux et de change sont extraites quotidiennement et automatiquement. Seules les moins-values relatives à des ensembles homogènes de contrats sont provisionnées.

— Instruments de change : Les instruments de change ont essentiellement pour but de couvrir le risque de change. Le résultat relatif à ces opérations est pris en compte de manière symétrique sur la durée de vie des éléments couverts.

L) Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés. — L'exposition relative au risque de contrepartie est suivie selon deux méthodes.

Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur une méthode forfaitaire interne. Il tient compte, en outre, du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée conjointement avec l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau des fonds propres, ratio de solvabilité financière, notations long terme et court terme par les agences de rating, appréciation qualitative de la contrepartie.

La méthode forfaitaire est également employée pour mesurer le risque global de contrepartie encouru sur l'ensemble des produits dérivés contractés par le groupe RCI Banque. Elle est fondée sur des coefficients de pondération.

Ces coefficients de pondération sont liés au type d'instruments (3 % par an pour les opérations libellées en une seule devise, et 12 % par an sur les deux premières années de la durée de vie initiale puis 4 % sur les années suivantes pour les opérations engageant deux devises) et à la durée de l'opération. Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Un suivi global en méthode « mark to market positif + add-on » est également réalisé.

Il est fondé sur la méthode réglementaire dite des grands risques. Pour les dépôts et excédents de trésorerie en compte courant, l'exposition est comptabilisée sur la base du montant nominal. Pour les produits dérivés (taux et change), celle-ci est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement article 267-3) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts	Contrats sur taux de change
	(en % du nominal)	(en % du nominal)
≤ 1 an	0 %	1,00 %
1 an < durée ≤ 5 ans	0,50 %	5,00 %
> 5 ans	1,50 %	7,50 %

M) Secteurs Opérationnels. — RCI Banque a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia et Renault Samsung Motors.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en terme de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

N) Implantation par zones géographiques. — Une ventilation par zone géographique d'implantation est présentée dans les notes annexes pour les postes du Bilan et du Compte de Résultat jugés les plus pertinents (conformément à l'article 28 du CRC 2002-03).

O) Entreprises liées. — Lorsque le montant est significatif, la part des opérations entre la société et les entreprises liées est présentée dans les notes annexes au Bilan et au Compte de Résultat.

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

P) Consolidation. — Le groupe RCI Banque établit depuis 2005 ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ses états financiers, conformément à l'option prévue en France pour les groupes publiant des comptes consolidés.

La société RCI Banque est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe Renault.

2. Evénements postérieurs à la clôture.

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture significatifs.

3. Adaptation à l'environnement économique et financier.

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité. — RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base d'investisseurs obligataire historique en euro, de nouvelles zones de placement ont été exploitées avec succès, permettant l'accès aux marchés obligataires dans des devises multiples (USD, CHF, GBP, BRL, KRW, etc.), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, le lancement de l'activité de collecte de dépôts vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité futures résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées. Les lois d'écoulement des dépôts ont fait l'objet d'hypothèses conservatrices, un coefficient multiplicateur étant appliqué aux sorties de trésorerie stressées retenues par le Comité de Bâle. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne et d'une revue par le régulateur bancaire (ACP) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes.

Risque au titre de l'activité de crédit. — Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis de maintenir la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises).

Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, RCI Banque a pour cible de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité. — RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance. — Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit. — Le risque de crédit bancaire résulte principalement du placement des excédents de trésorerie temporaires, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés. Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

Par ailleurs pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « LCR », RCI Banque investit désormais en actifs liquides tels que définis par le comité de Bâle. Au cours du premier semestre, les actifs liquides détenus par RCI Banque étaient principalement constitués de dépôts à la Banque Centrale. Depuis l'arrêt de la politique de reprise de liquidités par l'institut d'émission, ces actifs liquides sont principalement constitués de titres émis par des états ou des émetteurs supranationaux européens détenus en direct. La durée de ce portefeuille est inférieure à un an.

En complément, RCI Banque a également investi dans un fond dont l'actif est constitué de titres de dettes émis par des agences et souverains européens et des émetteurs supranationaux. L'objectif de sensibilité moyenne au risque de crédit est de 7 ans avec une limite à 9 ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de 2 ans.

4. Notes sur les comptes sociaux.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Créances à vue sur établissements de crédit	271 701	726 094
Comptes ordinaires débiteurs	110 998	161 075
Prêts au jour le jour	160 006	563 398
Créances rattachées	697	1 621
Créances à terme sur établissements de crédit	9 847 682	8 282 810
Prêts participatifs ou subordonnés	3 800	2 000
Comptes et prêts à terme	9 753 202	8 202 860
Créances rattachées	90 680	77 950
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	10 119 383	9 008 904
(*) Dont entreprises liées	10 058 409	8 554 103
Ventilation par durées résiduelles	12/2014	12/2013
Inférieur à 3 mois	3 381 283	3 230 193

De 3 à 12 mois	3 360 936	1 842 630
De 1 à 5 mois	3 375 364	3 936 081
Supérieur à 5 ans	1 800	
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	10 119 383	9 008 904

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2014	12/2013
France	10 068 424	8 963 873
Union européenne (hors France)	47 960	40 834
Reste du monde	2 999	4 197
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	10 119 383	9 008 904

Note 2. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Crédits non douteux à la clientèle	5 518 287	4 279 734
Encours de crédit affecté non titrisé	3 117 280	2 172 853
Encours sur financement réseaux	2 457 152	2 154 165
Créances rattachées sur contrats non douteux	5 487	4 245
Provisions sur créances impayées	- 61 632	- 51 529
Crédits douteux à la clientèle	110 943	140 047
Créances rattachées sur contrats douteux	3 395	4 482
Créances sur contrats douteux	144 314	179 436
Provisions sur contrats douteux	- 42 479	- 49 482
Créances rattachées sur contrats douteux compromis	1 277	1 873
Créances sur contrats douteux compromis	81 769	110 919
Provisions sur contrats douteux compromis	- 77 333	- 107 181
Concours divers	2 441 047	2 663 627
Créances commerciales	100 236	91 679
Prêts à la clientèle financière	103 247	237 413
Autres concours à la clientèle	2 195 422	2 306 037
Valeurs non imputées	12 176	1 486
Créances rattachées sur concours divers	23 228	25 360
Créances douteuses sur concours divers	6 738	1 652
Comptes ordinaires	254 751	142 851
Comptes ordinaires sains	254 608	142 634
Créances rattachées sur comptes ordinaires non douteux	143	213
Comptes ordinaires douteux		4
Etalements	- 51 116	- 53 948
Etalement des bonifications reçues	- 169 935	- 118 637
Etalement des frais de dossier reçus	- 47 198	- 31 632
Etalement des commissions versées	137 446	88 583
Etalement des autres charges versées	28 571	7 738
Total net des créances sur la clientèle (*)	8 273 912	7 172 311
(*) Dont entreprises liées	2 475 336	2 516 855

Ventilation par durées résiduelles	12/2014	12/2013
------------------------------------	---------	---------

Inférieur à 3 mois	2 676 291	2 801 412
De 3 à 12 mois	3 040 263	2 470 885
De 1 à 5 ans	2 407 031	1 806 192
Supérieur à 5 ans	150 327	93 822
Total net des créances sur la clientèle	8 273 912	7 172 311

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2014	12/2013
France	2 306 479	2 352 004
Union européenne (hors France)	5 850 389	4 633 102
Reste du monde	117 044	187 205
Total net des créances sur la clientèle	8 273 912	7 172 311

Ventilation par secteurs d'activité	12/2014	12/2013
Financement clientèle	3 074 600	2 132 493
Valeur brute des encours	3 161 416	2 239 150
Dépréciation des encours	- 86 816	- 106 657
Financement réseaux	2 503 513	2 233 339
Valeur brute des encours	2 598 141	2 334 874
Dépréciation des encours	- 94 628	- 101 535
Autres activités	2 695 799	2 806 479
Valeur brute des encours	2 695 799	2 806 479
Dépréciation des encours		
Total net des créances sur la clientèle	8 273 912	7 172 311

Note 3. – Obligations et autres titres à revenu fixe.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Titres de placement	3 255 189	3 059 541
Titres à revenu fixe	3 252 304	3 041 065
Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe	2 885	18 639
Provisions pour dépréciation des titres à revenu fixe		- 163
Titres d'investissement		114 815
Titres à revenu fixe		114 815
Total des obligations et autres titres à revenu fixe (*)	3 255 189	3 174 356
(*) Dont entreprises liées		114 815
(*) Dont titres cotés	2 558 747	2 479 344

Ventilation par durées résiduelle	12/2014	12/2013
Inférieur à 3 mois	794 563	901 853
De 3 à 12 mois	589 565	356 900
De 1 à 5 ans	1 514 137	1 704 681
Supérieur à 5 ans	356 924	210 922
Total des obligations et autres titres à revenu fixe	3 255 189	3 174 356

La valeur de marché de titres de placement est de 3 288 MEUR en 2014 contre 2 479 MEUR en 2013. La plus-value latente s'élève à 36 MEUR en 2014 (après prise en compte de la décote) contre une moins-value latente de 0,1 MEUR en 2013.

Les titres d'investissement correspondent exclusivement à des titres émis par RCI Korea Ltd et acquis par RCI Banque. La valeur de marché de ces titres est de 114,1 MEUR et la plus-value latente s'élève à 0,3 MEUR en 2013.

Détail des titres de placement acquis dans le cadre d'opérations de titrisation :

Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	Succursale Italienne	Succursale Allemande	Succursale Allemande	Succursale Allemagne	Succursale Allemande
Date de début	Mai-12	Novembre-12	Juin-12	Juillet-13	Octobre-14	Juin-12	Février-11	Mars-14	Décembre-13	Décembre-14
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans France FCT	Cars Alliance Auto Loans France V2012-1	Cars Alliance Auto Loans France F2012-1	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Auto Loans France V2014-1	Cars Alliance Warehouse Italy SRL	Cars Alliance Auto Leases Germany FCT	Cars Alliance Auto Loans Germany Master	Cars Alliance Auto Loans Germany V2013-1	Cars Alliance DFP Germany 2014
Nature des créances cédées	Crédits automobiles à la clientèle Class A Notation : AAA	Crédits automobiles à la clientèle Class A Notation : AAA	Crédits automobiles à la clientèle Class A Notation : AAA	Créances sur le réseau Class A Notation : AAA	Crédits automobiles à la clientèle Class A Notation : AAA	Crédits automobiles à la clientèle Class A Notation : AAA	Contrats de leasing à la clientèle Class A Notation : AAA	Crédits automobiles à la clientèle Class A Notation : AAA	Crédits automobiles à la clientèle Class A Notation : AAA	Créances sur le réseau Class B Notation : Non notées
Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-14	377 100	20 367		750 000	1 000	432 781		869 500	1 000	
Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-14						137 450	152 583	75 500	56 800	149 600
Montant (en Kets) des titres souscrits						56 524			52 300	

Les emprunts subordonnés correspondent à une émission publique de 250 MEUR d'une durée de 10 ans (remboursement in fine le 07/04/2015) au taux d'intérêt Euribor 3 mois + 0,4.

Note 4. – Participations et autres titres détenus à long terme.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Valeurs brutes des titres	11 638	229 019
Titres de participation	11 426	228 807
Autres titres détenus à long terme	212	212
Provisions pour dépréciation des titres	- 211	- 211
Provisions sur autres titres détenus à long terme	- 211	- 211
Total des participations et autres titres détenus à long terme (*)	11 427	228 808

(*) Dont titres cotés.

La décomposition de la variation des titres de participation par rapport à l'exercice précédent est présentée dans la note ci-après avec celle des parts dans les entreprises liées.

Note 5. – Parts dans les entreprises liées.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Parts dans les entreprises liées	908 582	842 433
Provisions sur parts dans les entreprises liées	- 13 210	- 14 145
Total des parts dans les entreprises liées (*)	895 372	828 288

(*) Dont titres cotés.

Variation des parts dans les entreprises liées et autres participations (en milliers d'euros) :

Variation de la période	Base	Provisions
-------------------------	------	------------

Solde à l'ouverture	1 071 452	- 14 356
Octave Investissements - Cession des titres MUSIC en 102014	- 166 372	
RN SF B.V. - Augmentation du capital	7 500	
Nissan Renault Financial Services India Private limited - Augmentation du capital	7 639	- 510
RCI Financial Services SA		- 493
Administradora de Consorcio Renault do Brasil		1 938
Autres mouvements	1	
Solde à la clôture	920 220	- 13 421

Note 6. – Crédit-bail et location avec option d'achat.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Immobilisations brutes	1 183 821	1 107 861
Amortissements	- 568 366	- 527 136
Loyers échus	1 440	1 205
Provisions sur créances impayées	- 190	- 142
Créances rattachées	124	106
Loyers douteux	2 926	3 095
Provisions sur loyers douteux	- 2 253	- 2 314
Loyers douteux compromis	11 275	12 593
Provisions sur loyers douteux compromis	- 10 024	- 11 068
Etalement des bonifications reçues	- 32 923	- 38 754
Etalement des frais de dossier reçus	- 3 558	- 3 112
Etalement des commissions versées	5 529	5 388
Etalement des autres charges versées	12 813	13 977
Total des opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (*)	600 614	561 699
(*) Dont entreprises liées	- 29 405	- 34 885

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

Le montant de la réserve latente brute des immobilisations données en location (différence de valorisation des encours financiers par rapport à celle des immobilisations nettes) s'établit à 65,2 Meur au 31 décembre 2014 et à 57,9 Meur au 31 décembre 2013.

Note 7. – Location simple.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Immobilisations brutes	64 025	48 077
Amortissements	- 7 125	- 3 516
Loyers échus	131	60
Provisions sur créances impayées	- 112	- 26
Loyers douteux	64	151
Provisions sur loyers douteux	- 56	- 30
Loyers douteux compromis	118	63
Provisions sur loyers douteux compromis	- 118	- 31
Etalement des commissions versées	92	56

Total des opérations de location simple (*)	57 019	44 804
(*) Dont entreprises liées	44 583	31 924

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

Note 8. – Immobilisations incorporelles.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Valeur brute des immobilisations incorporelles	8 373	8 284
Concessions, brevet et droits similaires	8 323	8 276
Autres immobilisations incorporelles	50	8
Amortissements des immobilisations incorporelles	- 8 194	- 8 090
Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires	- 8 193	- 8 090
Amortissements sur autres immobilisations incorporelles	- 1	
Total des immobilisations incorporelles	179	194

Note 9. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Valeur brute des immobilisations corporelles	26 791	26 365
Constructions	293	302
Matériel de transport	2 199	2 075
Matériel et mobilier de bureau	4 986	4 937
Matériel et mobilier informatique	11 898	11 731
Autres immobilisations corporelles	7 415	7 320
Amortissements des immobilisations corporelles	- 23 312	- 22 870
Amortissements sur constructions	- 280	- 257
Amortissements sur matériel de transport	- 346	- 340
Amortissements sur matériel et mobilier de bureau	- 4 667	- 4 609
Amortissements sur matériel et mobilier informatique	- 11 307	- 11 073
Amortissements sur autres immobilisations corporelles	- 6 712	- 6 591
Total des immobilisations corporelles	3 479	3 495

Note 10. – Autres actifs.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Etat	53 831	48 447
Créances sociales	26	66
Débiteurs divers	26 475	33 279
Créances rattachées sur débiteurs divers	3 238	3 248
Total des autres actifs	83 570	85 040

Note 11. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Charges à répartir sur frais et primes d'émission des emprunts	31 513	30 721
Charges constatées d'avance	1 804	2 622
Produits à recevoir sur swaps ou IFT	60 651	73 006
Autres produits à recevoir	21 772	21 628
Comptes d'ajustement devises	69 993	
Valeurs à l'encaissement	51 954	67 620
Total des comptes de régularisation	237 687	195 597

Note 12. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Dettes à vue sur établissements de crédit	65 137	106 289
Comptes ordinaires créditeurs	65 137	106 289
Créances à terme sur établissements de crédit	3 953 509	3 252 902
Comptes et emprunts à terme	3 950 486	3 244 485
Dettes rattachées	3 023	8 417
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	4 018 646	3 359 191
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 916 160</i>	<i>2 145 170</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2014	12/2013
Inférieur à 3 mois	1 086 122	821 384
De 3 à 12 mois	287 199	893 547
De 1 à 5 ans	2 645 325	1 644 260
Supérieur à 5 ans		
Total des dettes envers les établissements de crédit	4 018 646	3 359 191

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2014	12/2013
France	3 744 218	2 907 021
Union européenne (hors France)	270 576	416 368
Reste du monde	3 852	35 802
Total des dettes envers les établissements de crédit	4 018 646	3 359 191

Le solde du financement accordé par la Banque de France en contrepartie des créances et titres mobilisés est de 550 MEUR au 31 décembre 2014 contre 0 MEUR au 31 décembre 2013.

Note 13. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
-------------------------------	----------------	----------------

Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	5 261 216	3 715 118
Comptes ordinaires créditeurs	109 353	152 545
Compte d'épargne sur livret	5 136 261	3 548 264
Acomptes et autres sommes dues	9 485	13 618
Dettes vis-à-vis de la clientèle financière	916	689
Dettes rattachées	5 201	2
Dettes à terme sur opérations avec la clientèle	2 168 085	1 594 594
Comptes ordinaires créditeurs à terme	2 166 488	1 591 787
Dettes rattachées	1 597	2 807
Total des opérations avec la clientèle (*)	7 429 301	5 309 712
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	786 989	881 086

Ventilation par durées résiduelles	12/2014	12/2013
Inférieur à 3 mois	5 436 937	3 887 523
De 3 à 12 mois	391 617	204 071
De 1 à 5 ans	1 050 747	668 118
Supérieur à 5 ans	550 000	550 000
Total des opérations avec la clientèle	7 429 301	5 309 712

Ventilation par zones géographiques d'implantation	12/2014	12/2013
France	2 473 127	2 012 914
Union européenne (hors France)	4 853 057	3 141 869
Reste du monde	103 117	154 929
Total des opérations avec la clientèle	7 429 301	5 309 712

Note 14. – Dettes représentées par un titre.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Dettes représentées par un titre	10 262 706	10 407 060
Emprunts obligataires	9 886 034	9 962 026
Titres de créances négociables	376 672	445 034
Dettes rattachées sur dettes représentées par un titre	197 351	218 797
Emprunts obligataires	197 220	218 536
Titres de créances négociables	131	261
Total des dettes représentées par un titre	10 460 057	10 625 857

Ventilation par durées résiduelles	12/2014	12/2013
Inférieur à 3 mois	1 639 404	1 183 648
De 3 à 12 mois	1 134 728	2 511 571
De 1 à 5 ans	7 185 925	6 930 638
Supérieur à 5 ans	500 000	
Total des dettes représentées par un titre	10 460 057	10 625 857

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de la France.

Note 15. – Autres passifs.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Etat	22 651	29 277
Dettes sociales	6 497	5 162
Créditeurs divers	112 552	86 616
Dettes rattachées sur créditeurs divers	80 197	58 917
Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et as.	24 014	24 276
Total des autres passifs	245 911	204 248

Note 16. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Produits à répartir sur primes d'émission des emprunts	3 990	5 760
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et ass.	342	370
Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle	83	21
Autres produits constatées d'avance	1 436	4 098
Comptes d'ajustement devises	1	59 392
Chars à payer sur swaps ou IFT	6 790	13 931
Autres comptes de régularisation passif	20 530	15 357
Total des comptes de régularisation	33 172	98 929

Note 17. – Provisions.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2013	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2014
			Utilisées	Non utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	24 037	13 924	- 218	- 5 162	2	32 583
Litiges avec des clients	561	431	- 218	- 1	2	775
Risques pays	23 476	13 493		- 5 161		31 808
Provisions sur opérations non bancaires	27 280	51 328	- 26 289	- 19 972	42	32 389
Engagements de retraite	3 384	163	- 206	- 5	42	3 378
Plans sociaux et de restructuration	4 070		- 1 224	- 45		2 801
Autres risques et charges	19 826	51 165	- 24 859	- 19 922		26 210
Total des provisions	51 317	65 252	- 26 507	- 25 134	44	64 972

(*) *Autres variations = Reclassements et effet des variations de change.*

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

Les variations importantes de provision pour autres risque et charges correspondent essentiellement aux dotations et reprises de provisions effectuées par la succursale Allemande suite aux remboursements de frais de dossier (voir note 32) et de TVA (voir note 33).

Note 17.1. – Provisions pour engagements de retraite et assimilés (En milliers d'euros) :

Ventilation par nature	Valeur actuarielle des engagements	Valeur actuarielle des fonds investis	Engagements nets des fonds investis	Ecarts actuariels	Provision au bilan
Solde au 31 décembre 2012	3 218	0	3 248	9	3 257
Charge nette de l'exercice 2013	231		231		231
Prestations et contributions payées	- 104		- 104		- 104
Ecarts actuariels	- 17		- 17	17	
Solde au 31 décembre 2013	3 358	0	3 358	26	3 384
Charge nette de l'exercice 2014	201		201		201
Prestations et contributions payées	- 207		- 207		- 207
Ecarts actuariels	130		130	- 130	
Solde au 31 décembre 2014	3 482	0	3 482	- 104	3 378

Principales hypothèses actuarielles retenues	12/2014	12/2013
Age de départ à la retraite	59 ans	65 ans
Evolution des salaires	3,00 %	2,50 %
Taux d'actualisation financière	1,28 %	2,33 %
Taux de départ des salariés de l'entreprise	7,00 %	0,60 %

Note 17.2. – Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie (En milliers d'euros) :

Ventilation par nature	12/2013	Dotations	Reprises	Autres (*) variations	12/2014
Dépréciation	236 322	49 379	- 77 246	- 837	207 618
Opérations avec la clientèle	221 803	48 376	- 75 145	- 837	194 197
Opérations sur titres	14 519	1 003	- 2 101		13 421
Provisions sur opérations bancaires	24 037	13 924	- 5 380	2	32 583
Litiges avec des clients	561	431	- 219	2	775
Risques pays	23 476	13 493	- 5 161		31 808
Total	260 359	63 303	- 82 626	- 835	240 201

(*) *Autres variations = Reclassements et effet des variations de change.*

Note 18. – Dettes subordonnées.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Emprunts subordonnés	250 000	250 000
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	586	671
Total des comptes de régularisation	250 586	250 671

Les emprunts subordonnés correspondent à une émission publique de 250 MEUR d'une durée de 10 ans (remboursement in fine le 07/04/2015) aux taux d'intérêt Euribor 3 mois + 0,4.

Note 19. – Capitaux propres.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2013	Affectation Résultat 2013	Variation 2014	12/2014
Capital souscrit	100 000			100 000

Primes d'émission et de fusion	258 807			258 807
Réserve légale	10 000			10 000
Autres réserves	9 614			9 614
Ecart de réévaluation	76			76
Report à nouveau	1 081 039	185 130		1 266 169
Résultat de l'exercice	395 130	- 395 130	294 031	294 031
Total des capitaux propres	1 854 666	- 210 000	294 031	1 938 697

Le capital de la société est constitué de 1 000 000 actions détenu à hauteur de 99,99 % par la société Renault SAS.

Le résultat net par action ainsi que le résultat dilué par action s'établi à 294,03 € au 31 décembre de l'exercice contre 395,13 € l'année précédente.

Note 20. – Engagements donnés.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Engagements de financement	1 525 073	1 408 411
Ouverture de crédits confirmés en faveur des établissements de crédit	1 000 000	1 000 000
Autres engagement en faveur des établissements de crédit		80 000
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	453 373	328 411
Autres engagement en faveur des établissements de la clientèle	71 700	
Engagements de garantie	477 882	972 464
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	344 677	764 912
Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle	133 205	207 552
Engagements sur titres	2 200	2 200
Titres à livrer à terme	2 200	2 200
Autres engagements donnés	2 849 958	3 394 448
Valeurs affectées en garantie	2 849 959	3 394 448
Total des engagements donnés (*)	4 855 113	5 777 523
(*) Dont entreprises liées	1 223 367	1 253 690

Les autres engagements donnés correspondent principalement aux créances et titres donnés en garantie à la Banque Centrale pour l'obtention de l'emprunt lié à la mobilisation.

Note 21. – Engagements reçus.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Engagements de financement	5 882 643	6 890 111
Ouverture de crédits confirmés reçus des établissements de crédit	5 878 044	6 888 199
Autres engagement reçus des établissements de crédit	4 599	1 912
Engagements de garantie	2 294 812	2 608 529
Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit	91 539	405 998
Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle	987 560	995 162
Gages et autres suretés réelles reçus de la clientèle	372 967	374 169
Engagement de reprise des véhicules loués	842 746	833 200
Total des engagements reçus (*)	8 177 455	9 498 640
(*) Dont entreprises liées	666 217	1 004 460

Un engagement de financement reçu de la Banque Centrale a été enregistré au cours de l'exercice 2014 pour un montant de 2 424 MEUR contre 2 899 MEUR en 2013.

Note 22. – Instruments financiers à terme et change au comptant.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/2014	Juste valeur 12/2014
Couverture du risque de change :					
Swap de devises :					
Achats (emprunts) de swaps de devises	75 719	1 083 176		1 158 895	1 194 381
Ventes (prêts) de swaps de devises	66 116	1 150 190		1 216 306	1 319 793
Opérations de change à terme :					
Achats de change à terme	1 761 614			1 761 614	1 792 603
Ventes de change à terme	1 756 997			1 756 997	1 779 895
Opérations de change au comptant :					
Achats de change au comptant	128 329			128 329	128 329
Ventes de change au comptant	120 224			120 224	120 224
Opérations en devises :					
Devises empruntées non encore reçues	54			54	54
Devises prêtées non encore livrées	228 854			228 854	228 854
Couverture du risque de taux :					
Swap de taux :					
Achats (emprunts) de swaps de taux	5 880 524	3 680 754	647 157	10 208 435	8 737 389
Ventes (prêts) de swaps de taux	5 880 524	3 680 754	647 157	10 208 435	8 874 631

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/2013	Juste valeur 12/2013
Couverture du risque de change :					
Swap de devises :					
Achats (emprunts) de swaps de devises	210 968	1 066 294		1 277 262	1 355 978
Ventes (prêts) de swaps de devises	217 533	1 013 686		1 231 219	1 271 950
Opérations de change à terme :					
Achats de change à terme	1 449 355			1 449 355	1 450 510
Ventes de change à terme	1 463 908			1 463 908	1 478 980
Opérations de change au comptant :					
Achats de change au comptant	57 350			57 350	57 350
Ventes de change au comptant	54 795			54 795	54 795
Couverture du risque de taux :					
Swap de taux :					
Achats (emprunts) de swaps de taux	4 418 012	4 924 027	498 050	9 840 089	9 562 521
Ventes (prêts) de swaps de taux	4 418 012	4 924 027	498 050	9 840 089	9 721 269
Forward rate agreement :					
Ventes de FRA		4 888		4 888	

Note 23. – Actifs et passifs en devises.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Contre valeur en euros des actifs en devises	4 101 737	2 661 811
Contre valeur en euros des passifs en devises	- 3 316 660	2 876 761

Note 24. – Intérêts et produits assimilés.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit	293 329	282 833
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	432 616	437 149
Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	143 360	161 391
Intérêts et produits sur autres opérations	2 385	2 302
Total des intérêts et produits assimilés	871 690	883 675

Note 25. – Intérêts et charges assimilées.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit	- 102 909	- 112 530
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	- 232 660	- 176 698
Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	- 370 536	- 427 663
Intérêts et charges sur dettes subordonnées	- 2 912	- 2 883
Total des intérêts et charges assimilées	- 709 017	- 719 774

Note 26. – Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilées.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2014
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	375 029	429 373
Loyers	350 330	367 994
Intérêts de retard	2 545	2 567
Plus-values sur cession immobilisations	22 659	59 309
Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts)	- 460	- 414
Reprises de provisions	694	571
Dotations aux provisions	- 739	- 654
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	- 329 709	- 419 266
Dotation aux amortissements	- 293 539	- 380 115
Etalement des commissions et autres charges versées	- 10 242	- 12 847
Moins-values sur cession immobilisations	- 25 928	- 26 304
Total sur opérations de crédit bail et assimilées	45 320	10 107

Note 27. – Opérations de location simple.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Produits sur opérations de location simple	8 703	5 947
Loyers	8 464	5 872
Plus-values sur cession immobilisations	239	75
Charges sur opérations de location simple	-4 611	-3 155
Dotations aux amortissements	-4 243	-2 954
Etalement des commissions et autres charges versées	-167	-201
Moins-values sur cession immobilisations	-201	
Total sur opérations de location simple	4 092	2 792

Note 28. – Revenus des titres à revenu variable.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Revenus du portefeuille de placement	118 234	97 877
Revenus des parts dans les entreprises liées et titres de participations	254 115	265 721
Total des revenus des titres à revenu variable	372 349	363 598

Note 29. – Commissions.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Commissions (produits)	30 840	34 545
Commissions clientèles	6 890	7 899
Commissions autres	23 950	26 646
Commissions (charges)	-29 619	-40 709
Commissions établissements de crédit	-278	-345
Commissions clientèles	-1 938	-5 344
Commissions titres	-293	-628
Commissions autres	-27 110	-34 392
Total des commissions (*)	1 221	-6 164
(*) Dont entreprises liées	2 948	3 605

Note 30. – Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-715	219
Opérations de changes	-715	219
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	-4 640	165

Gains ou perte sur opérations de portefeuilles de placement et assimilées	- 4 803	
Dotations aux provisions		- 358
Reprises de provisions	163	523
Total des gains ou perte sur opérations financières	- 5 355	384

Note 31. – Autres produits d'exploitation.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Autres produits d'exploitation bancaire	116 424	90 520
Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules)	2 096	2 565
Opérations faites en commun	8 105	5 639
Autres produits d'exploitation bancaire	106 223	82 316
Autres produits d'exploitation	4 894	6 600
Produits des prestations des activités de service	1 005	1 284
Redevances des brevets	76	184
Opérations faites en communs	423	621
Autres produits d'exploitation	3 390	4 511
Total des autres produits d'exploitation	121 318	97 120

Note 32. – Autres charges d'exploitation.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Autres charges d'exploitation bancaire	- 69 362	- 12 278
Autres charges d'exploitation bancaire	- 57 945	- 15 116
Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire	- 11 417	2 838
Autres charges d'exploitation	- 2 370	- 2 232
Redevances des brevets	- 242	- 511
Charges des prestations des activités de service	- 272	- 136
Autres charges d'exploitation	- 707	- 890
Variation provisions pour autres risques et charges d'exploitation	- 1 149	- 695
Total des autres charges d'exploitation	- 71 732	- 14 510

Les autres charges d'exploitation bancaire de 2014 comprennent un montant de charges non récurrentes de 51 603 keur correspondant au remboursement des frais de dossier encaissés auprès des clients durant la période 2004-2013. Celui-ci fait suite à la décision de la Cour Suprême allemande qui a statué pour l'ensemble des banques que la perception de commissions d'octroi de crédit constituait un comportement abusif.

Note 33. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Frais de personnel	- 96 067	- 90 725
Salaires et traitements	- 46 251	- 45 237
Charges sociales sur retraites	- 4 168	- 3 866

Autres charges sociales	- 12 006	- 11 529
Refacturation des frais de personnel	- 32 664	- 27 569
Autres frais de personnel	- 978	- 2 524
Autres frais administratifs	- 124 017	- 89 499
Impôts et taxes	- 31 737	- 12 358
Travaux, fournitures et services extérieurs	- 54 471	- 45 145
Charges non étalables versées à des tiers	- 25 513	- 25 902
Variation des provisions sur autres frais administratif	1 090	1 275
Refacturation des frais administratifs	- 13 386	- 7 369
Total des autres charges générales d'exploitation (*)	- 220 084	- 180 224
(*) Dont honoraires de commissariat aux comptes	- 1 626	- 779

Les impôts et taxes de 2014 comprennent un montant de charges non récurrentes de 17 610 keur correspondant au remboursement, au fisc Allemand, de TVA déduite à tort sur certains achats de véhicules donnés en location au titre des années 2005 à 2013.

Les organes d'administration et de direction ne sont pas rémunérés au titre de leurs mandats.

Effectif moyen	12/2014	12/2013
France		
Union européenne (hors France)	858	815
Reste du monde	14	15
Total	872	830

Note 34. – Coût du risque par catégorie de clientèle.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Coût du risque sur opérations de location	- 5 668	- 5 715
Dotations aux provisions	- 3 258	- 2 696
Reprises de provisions	4 153	4 624
Abandons de créances	- 7 361	- 8 864
Récupérations sur créances amorties	798	1 221
Coût du risque sur opérations de crédit	- 33 018	- 31 767
Dotations aux provisions	- 39 814	- 43 407
Reprises de provisions	65 553	91 035
Abandons de créances	- 63 463	- 85 184
Récupérations sur créances amorties	4 706	5 789
Coût du risque sur autres opérations avec la clientèle	- 1	- 13
Abandons de créances	- 1	- 13
Coût du risque sur autres opérations	- 8 544	14 451
Dotations aux provisions	- 13 924	- 8 876
Reprises de provisions	5 380	23 327
Total du coût du risque	- 47 231	- 23 044

Note 35. – Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature	12/2014	12/2013
Gains ou pertes sur immobilisations financières	3 484	58 492
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles	- 5	- 6
Total des gains ou pertes sur actifs immobilisés	3 479	58 486

Note 36. – Impôts sur les bénéfices.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Les succursales sont imposées dans chacun des pays d'exercice de leur activité.

Pour ses activités françaises, RCI Banque est incluse dans le périmètre de l'intégration fiscale de RENAULT SAS. A ce titre, ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société - mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant. Le principe retenu est que la charge fiscale de RCI Banque est identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du Groupe.

Note 37. – Résultat par secteurs d'activité.

(En milliers d'euros.)

Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation	France	UE (hors France)	Reste du monde	Total 12/2014
Financement clientèle :				
Produit net bancaire		213 041		213 041
Résultat brut d'exploitation		86 130		86 130
Résultat d'exploitation		60 901		60 901
Résultat courant avant impôt		60 901		60 901
Financement réseaux :				
Produit net bancaire		69 707	12 873	82 580
Résultat brut d'exploitation		49 266	10 998	60 264
Résultat d'exploitation		34 903	11 691	46 594
Résultat courant avant impôt		34 903	11 691	46 594
Autres activités :				
Produit net bancaire	334 265			334 265
Résultat brut d'exploitation	262 191			262 191
Résultat d'exploitation	253 859			253 859
Résultat courant avant impôt	257 338			257 338
Toutes activités				
Produit net bancaire	334 265	282 748	12 873	629 886
Résultat brut d'exploitation	262 191	135 396	10 998	408 585
Résultat d'exploitation	253 859	95 804	11 691	361 354
Résultat courant avant impôt	257 338	95 804	11 691	364 833

Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation	France	UE (hors France)	Reste du monde	Total 12/2013
Financement clientèle :				
Produit net bancaire		215 415		215 415
Résultat brut d'exploitation		106 176		106 176
Résultat d'exploitation		67 911		67 911
Résultat courant avant impôt		67 911		67 911
Financement réseaux :				
Produit net bancaire		76 482	13 669	90 151

Résultat brut d'exploitation		58 415	11 492	69 907
Résultat d'exploitation		60 747	9 976	70 723
Résultat courant avant impôt		60 747	9 976	70 723
Autres activités :				
Produit net bancaire	311 662			311 662
Résultat brut d'exploitation	259 713			259 713
Résultat d'exploitation	274 118			274 118
Résultat courant avant impôt	332 604			332 604
Toutes activités :				
Produit net bancaire	311 662	291 897	13 669	617 228
Résultat brut d'exploitation	259 713	164 591	11 492	435 796
Résultat d'exploitation	274 118	128 658	9 976	412 752
Résultat courant avant impôt	332 604	128 658	9 976	471 238

V. — Tableau des filiales et des participations.

Détail des participations dont la valeur excède 1 % du capital de la société (en KEUR et référentiel IFRS)	Pays	Capital social	Capitaux propres (hors capital social)	% de détention	Résultats nets du dernier exercice clos
Filiales détenues à + de 50 % :					
Renault Nissan Finance RUS LLC	Russie	484	1 145	100,00 %	11 711
RCI Usluge d.o.o	Croatie	1 541	531	100,00 %	415
RN SF B.V.	Pays-Bas	117 018	- 29	50,00 %	- 39
Overlease Espagne	Espagne	6 000	685	100,00 %	1 742
RCI Financial Services BV	Pays-Bas	1 500	9 654	100,00 %	2 455
RCI Finance SA	Suisse	3 327	42 572	100,00 %	8 298
Courtage SA	Argentine	3	- 5	95,00 %	1 846
RCI Financial Services Limited	GB	136 603	76 640	100,00 %	49 861
RCI Leasing Romania SLR	Roumanie	1 006	692	100,00 %	830
Renault Crédit RT	Hongrie	254	6 614	100,00 %	- 3 226
RCI Finance SA	Maroc	26 444	12 603	100,00 %	4 108
RCI Finance CZ SRO	R. Tchèque	5 481	7 011	100,00 %	1 074
RCI Koréa Co. Ltd	Corée	56 990	203 294	100,00 %	32 988
Rombo Compania Financiera	Argentine	5 771	37 110	60,00 %	20 907
Diac	France	61 000	300 347	100,00 %	91 391
Renault Autofin SA	Belgique	800	32 694	100,00 %	4 762
RCI Gest IFIC AS	Portugal	13 723	5 976	100,00 %	- 24
RCI Financial Services SA	Belgique	1 100	326	100,00 %	495
Renault Crédit Polska	Pologne	16 264	2 328	100,00 %	3 469
Renault leasing CZ SRO	R. Tchèque	2 524	19 174	50,00 %	5 194
Companhia de CFI Renault do Brasil	Brésil	221 593	72 385	60,11 %	35 929
Administradora de Consorcio Renault do Brasil	Brésil	2 258	448	99,92 %	258
RCI Services Ltd Malte	Malte	10 000	- 66 994	100,00 %	67 364
Participations détenues entre 10 % et 50 % :					
Nissan Renault Financial Services India Private limited	Inde	7 821	0	30,00 %	- 240
ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Turquie	32 839	- 984	50,00 %	2 361

La société NRFS India clôture des comptes au 31 Mars, les données renseignées sont celles du 31/03/2014.

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations (en KEUR)	Filiales		Participations		Autres sociétés	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable brute des titres détenus	169 995	652 411		97 800		13
Valeur comptable nette des titres détenus	169 995	639 711		97 079		13
Prêts et avances consentis par la société	6 562 629	4 191 816		21 496		
Cautions et avals donnés par la société		56 046				
Dividendes encaissés par la société	43 680	200 851		3 880		5 704

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Estimations comptables : Votre société constitue des provisions pour couvrir des risques de crédit inhérents à ses activités, comme mentionné dans la note I-B de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu les processus mis en place par la direction pour identifier ces risques, les évaluer et déterminer leur niveau de couverture par des provisions à l'actif et au passif du bilan.

Nous avons apprécié l'analyse des risques encourus sur une sélection de débiteurs individuels ainsi que, pour une sélection de portefeuilles évalués collectivement, les données et les paramètres sur lesquels votre société a fondé ses estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Paris La Défense, le 12 février 2015.

Les Commissaires aux Comptes :

KPMG S.A.,
Valéry Foussé ;

ERNST & YOUNG Audit,
Bernard Heller.

B. — Comptes consolidés.

I. — Bilan consolidé.

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	12/2014	12/2013
Caisse, Banques centrales		465	524
Instruments dérivés	2	298	203
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	3	756	134

Prêts et créances sur les établissements de crédit	4	750	1 160
Prêts et créances sur la clientèle	5 et 6	28 397	26 328
Comptes de régularisation et actifs divers	7	876	831
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	8	50	15
Opérations de location opérationnelle	5 et 6	309	195
Immobilisations corporelles et incorporelles	9	28	28
Ecarts d'acquisition	10	90	87
Total actif		32 019	29 505

Passif	Notes	12/2014	12/2013
Instruments dérivés	2	89	130
Dettes envers les établissements de crédit	11.2	2 660	3 227
Dettes envers la clientèle	11.3	7 304	5 136
Dettes représentées par un titre	11.4	16 627	16 162
Comptes de régularisation et passifs divers	13	1 549	1 368
Provisions	14	141	115
Provisions techniques des contrats d'assurance	14	227	183
Dettes subordonnées	16	261	261
Capitaux propres		3 161	2 923
Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		3 148	2 908
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		2 029	1 750
Gains ou pertes latents		- 116	- 125
Résultat de l'exercice		421	469
Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		13	15
Total passif		32 019	29 505

II. — Compte de résultat consolidé.

(En millions d'euros.)

	Notes	12/2014	12/2013
Intérêts et produits assimilés	24	1 914	1 925
Intérêts et charges assimilées	25	- 962	- 1 001
Commissions (produits)		23	24
Commissions (charges)		- 12	- 15
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	26	- 4	
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres	27	2	16
Produits (charges) nets des autres activités	28	249	272
Produit net bancaire		1 210	1 221
Charges générales d'exploitation	29	- 417	- 376
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		- 6	- 7
Résultats brut d'exploitation		787	838
Coût du risque	30	- 109	- 102
Résultat d'exploitation		678	736
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises	8	- 5	7
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		1	1

Résultat avant impôts		674	744
Impôts sur les bénéfices	31	- 218	- 238
Résultat net		456	506
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		35	37
Dont part des actionnaires de la société mère		421	469
Résultat net par action (*) et en euros		420,74	468,90
Résultat net dilué par action et en euros		420,74	468,90

(*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions.

Etat de résultat global consolidé.

(En millions d'euros.)

	12/2014	12/2013
Résultat net	456	506
Autres éléments du résultat global	10	- 59
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies	- 5	2
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	- 5	2
Opérations de couverture de flux de trésorerie	- 1	21
Variation de JV des actifs disponibles à la vente		
Autres gains et pertes latents		
Différences de conversion	16	- 82
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	15	- 61
Résultat global	466	447
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	36	41
Dont part des actionnaires de la société mère	430	406

III. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

(En millions d'euros.)

	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves conso.	Ecart de conversion(3)	Gains / pertes latents ou différés (4)	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres (part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres conso.
Capitaux propres au 31 décembre 2012	100	714	1 438	- 46	- 16	490	2 680	1	2 681
Affectation du résultat de l'exercice précédent			490			- 490			
Capitaux propres au 1 janvier 2013	100	714	1 928	- 46	- 16		2 680	1	2 681
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					17		17	4	21
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					2		2		2
Différences de conversion				- 82			- 82		- 82
Résultat de la période avant affectation						469	469	37	506
Résultat global de la période				- 82	19	469	406	41	447
Effet des variations de périmètre, stock-options et autres			1				1	13	14
Distribution de l'exercice			- 175				- 175	- 12	- 187
Engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			- 4				- 4	- 28	- 32
Capitaux propres au 31 décembre 2013	100	714	1 750	- 128	3	469	2 908	15	2 923
Affectation du résultat de l'exercice précédent			469			- 469			
Capitaux propres au 1 janvier 2014	100	714	2 219	- 128	3		2 908	15	2 923

Variation des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					- 2		- 2	1	- 1
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					- 5		- 5		- 5
Différences de conversion			16				16		16
Résultat de la période avant affectation						421	421	35	456
Résultat global de la période			16	- 7	421	430	36	466	
Distribution de l'exercice			- 210				- 210	- 17	- 227
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			20				20	- 21	- 1
Capitaux propres au 31 décembre 2014	100	714	2 029	- 112	- 4	421	3 148	13	3 161

⁽¹⁾ Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées - 999 992 actions ordinaires étant détenues par Renault s.a.s.

⁽²⁾ Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.

⁽³⁾ La variation des écarts de conversion constaté au 31 décembre 2014 concerne principalement l'Argentine, le Brésil, la Corée du Sud et la fédération de Russie. Au 31 décembre 2013, elle concernait principalement le Brésil, l'Argentine, le Royaume-Uni, la Corée du Sud.

⁽⁴⁾ Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des titres disponibles à la vente pour 3.7 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour - 7.8 M€ à fin décembre 2014.

IV. — Tableau des flux de trésorerie consolidés.

(En millions d'euros.)

	12/2014	12/2013
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	421	469
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	5	6
Dotations nettes aux provisions	19	- 25
Dividendes reçus et part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	5	- 7
Produits et charges d'impôts différés	- 10	19
Pertes et gains nets des activités d'investissement	- 2	- 14
Résultat net - part des participations ne donnant pas le contrôle	35	37
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	- 33	- 19
Capacité d'autofinancement	440	466
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	173	3
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	192	
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	- 94	- 657
Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	348	- 381
Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	- 442	- 276
Flux liés aux opérations avec la clientèle	237	2 347
Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	- 1 941	- 1 219
Encaissement / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	2 178	3 566
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	- 422	- 2 075
Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	- 665	3
Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	250	- 1 937
Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissements	- 7	- 141
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	- 111	47
Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	- 390	- 339
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	223	131
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	- 15	- 17
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	- 4	- 6
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	- 19	- 23
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	- 227	- 187
Dividendes versés	- 227	- 187
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	- 227	- 187
Effet des variations des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	7	- 30

Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	- 16	- 110
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	972	1 082
Caisse, Banque centrales (actif et passif)	524	616
Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	448	466
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	956	973
Caisses, Banques centrales (actif et passif)	466	524
Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	615	678
Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	- 125	- 229
Variation de la trésorerie nette	- 16	- 110

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 4 et 11.2.

V. — Annexe aux comptes consolidés.

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés du groupe RCI Banque S.A au 31 décembre portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. Approbation des comptes – distributions.

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque, pour l'année 2014, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 février 2015 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 28 mai 2015.

Pour mémoire, l'Assemblée Générale du 22 mai 2014 a fixé le dividende de l'exercice 2013 à 210 euros par action, soit un total de 210 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. Règles et méthodes comptables.

En application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les comptes consolidés du groupe RCI Banque de l'exercice 2014 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2014 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

A) *Evolutions des principes comptables.* — Au 31 décembre 2014, le groupe a appliqué les nouveaux textes suivants parus au Journal Officiel de l'Union européenne et d'application obligatoire.

Nouveaux textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014

Amendement à la norme IAS 32	Présentation - Compensation des actifs financiers et passifs financiers
Amendement à la norme IAS 36	Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers
Amendement à la norme IAS 39	Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture
Amendements d'IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27	Entités d'investissement

L'amendement de la norme IAS 32 apporte des précisions sur les conditions à remplir pour la compensation d'un actif et d'un passif financiers.

L'amendement à la norme IAS 36 requiert, pour les actifs ou unités génératrices de trésorerie faisant l'objet d'une dépréciation ou d'une reprise de dépréciation, de publier le montant de leur valeur recouvrable et de fournir des informations complémentaires (niveau de juste valeur...) pour les actifs faisant l'objet d'une dépréciation sur la base de leur juste valeur nette.

L'amendement à la norme IAS 39 permet de poursuivre la comptabilité de couverture dans le cas où un dérivé, désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'une novation lorsque celle-ci est la conséquence de nouvelles lois ou règlements.

Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 proposent une exemption de consolidation aux sociétés d'investissement. Ils sont sans conséquence pour le groupe.

Par ailleurs, le groupe avait choisi d'appliquer dès le 1^{er} janvier 2013 les textes suivants dont l'application était obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

Textes appliqués par anticipation au 1^{er} janvier 2013

IFRS 10	Etats financiers consolidés
IFRS 11	Partenariats
IFRS 12	Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
Amendements d'IFRS 10, d'IFRS 11 et d'IFRS 12	Etats financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités - Dispositions transitoires
Amendement d'IAS 28	Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation les amendements ci-dessous, parus au Journal Officiel de l'Union Européenne et dont l'application sera obligatoire pour RCI Banque au 1^{er} janvier 2015 ou postérieurement. Le groupe n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le Groupe

IFRIC 21	Taxes
Amendement à IAS 19	Régimes à prestations définies- Cotisations des membres du personnel
Améliorations annuelles - Cycle 2010-2012	Diverses dispositions
Améliorations annuelles - Cycle 2011-2013	Diverses dispositions

Par ailleurs, l'IASB a publié de nouvelles normes majeures non adoptées à ce jour par l'Union Européenne. Le groupe procède actuellement à l'étude des impacts dans les comptes de ces nouveaux textes.

Nouvelles normes IFRS non adoptées par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
IFRS 9	Instruments financiers	1 ^{er} janvier 2018
IFRS 15	Produits des activités ordinaires tirées de contrats conclus avec des clients	1 ^{er} janvier 2017

Les comptes consolidés de RCI Banque sont, par ailleurs, intégrés globalement dans ceux du Groupe Renault.

B) Principes de consolidation :

— Périmètre et méthodes de consolidation : Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées au sens d'IFRS 10 ou d'IFRS 11 (influence notable - entreprises associées ou contrôle conjoint - co-entreprises), directement ou indirectement, par le groupe (filiales et succursales).

Les entreprises associées et co-entreprises sont consolidées par mise en équivalence.

Lorsqu'il est coparticipant dans une activité conjointe, le groupe comptabilise directement ses actifs et passifs (y compris sa quote-part des actifs détenus conjointement et des passifs assumés conjointement), ainsi que les produits qu'il a tirés de la vente de sa quote-part de la production générée par l'activité conjointe, sa quote-part des produits tirés de la vente de la production générée par l'activité conjointe et les charges qu'il a engagées, y compris sa quote-part des charges engagées conjointement, le cas échéant.

Les actifs titrisés de Diac SA, RCI FS Ltd, des succursales italienne et allemande, ainsi que les prêts consentis à Renault Retail Groupe, pour lesquels le groupe RCI Banque a conservé la majorité des risques et avantages, sont maintenus à l'actif du bilan.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés sont éliminés.

Les sociétés consolidées par RCI Banque sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules Renault, Nissan, Dacia, Samsung et Datsun ainsi que les sociétés de service associées.

— Coût d'acquisition des titres et écarts d'acquisition : Les écarts d'acquisition (goodwill) est évalué à la date d'acquisition, comme étant l'excédent entre :

– Le total de la contrepartie transférée évaluée à la juste valeur ainsi que le montant éventuel d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise,

Et,

– Le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs.

Les frais connexes à l'acquisition comme les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables, de valorisation et autres honoraires professionnels ou de conseil, sont enregistrés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont encourus et les services reçus.

Les coûts d'émission de titres d'emprunt ou de capitaux propres sont eux comptabilisés selon IAS 32 et IAS 39.

Si le regroupement d'entreprises génère un écart d'acquisition négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

Un test de dépréciation est effectué, au minimum une fois par an et dès que survient un indice de perte de valeur, en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est fondée sur une approche de marché, elle est déterminée par l'utilisation de multiples pour chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie, constituées d'entités juridiques ou de regroupement d'entités juridiques dans un même pays. Un taux d'actualisation unique est utilisé pour l'ensemble des UGT testées, composé du taux sans risque à 10 ans augmenté de la prime de risque moyenne du secteur dans lequel ces dernières évoluent.

L'horizon des données prévisionnelles relatives au résultat est de 1 an.

Les écarts d'acquisition sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Le cas échéant, cette dépréciation est inscrite au compte de résultat.

Les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle (achats/cessions) sont comptabilisées comme des transactions en capital. La différence entre la rémunération reçue ou versée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle cédées ou rachetées est reconnue directement en capitaux propres.

— Participations ne donnant pas le contrôle : Le groupe a consenti à des participations ne, donnant pas le contrôle de certaines filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options est établi en estimant le prix de rachat éventuel que le groupe RCI Banque aurait à payer aux participations ne donnant pas le contrôle si ces dernières étaient exercées, en tenant compte notamment des résultats futurs du portefeuille de financement existant à la date de clôture et en référence aux dispositions définies dans les contrats de coopération.

Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 32, le groupe a enregistré un passif au titre des options de vente vendues aux participations ne donnant pas le contrôle des entités contrôlées de manière exclusive, pour un montant total de 203 millions d'euros au 31 décembre 2014, contre 204 millions d'euros au 31 décembre 2013. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente.

La contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle sous-jacent aux options et pour le solde en diminution des capitaux propres - part des actionnaires de la société mère. L'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir initialement le même traitement comptable que celui appliqué aux augmentations de pourcentage d'intérêts dans les sociétés contrôlées.

A l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, les écritures antérieurement comptabilisées sont extournées ; si le rachat est effectué, le montant constaté en passif est annulé en contrepartie du décaissement de trésorerie lié au rachat de la participation ne donnant pas le contrôle.

C) Présentation des états financiers. — Les états de synthèse sont établis selon le format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation RECO n° 2013-04 du 7 novembre 2013 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

D) Estimations et jugements. — Pour établir ses comptes, RCI Banque doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. RCI Banque revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

Ces estimations sont prises en compte dans chacune des notes correspondantes.

E) Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement » :

— Principe d'évaluation (hors dépréciation) et de présentation des prêts et créances sur la clientèle : Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Les contrats de « Location Financement » identifiés selon les règles décrites au point E sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ».

— Identification du risque de crédit : Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe RCI Banque :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, provisionnement),
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie,
- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné.
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Compte tenu de l'incidence de pratiques de gestion locales différenciées, la déchéance du terme ou la résiliation n'ont pas lieu au même âge dans les différents pays où s'exerce l'activité du groupe RCI Banque. Toutefois, on constate une certaine convergence des pratiques par grandes zones géographiques :

- Europe du Nord : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 3 à 4 mois qui suivent le premier impayé,
- Europe du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé,
- Amérique du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation intervient généralement dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient lorsque les arriérés ont été apurés.

— Dépréciation pour risque de crédit : Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non - recouvrement des créances. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

– Activité Clientèle : L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Clientèle » sont dépréciées par groupes de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de l'âge au douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Etant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit « d'incurved loss », le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

Dans le cas où l'approche statistique sur base individuelle n'est pas pertinente, les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire, la dépréciation est alors déterminée en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédure engagées.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêt ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

– Activité Réseau : Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 3 types de créances : incidentée, douteuse et saine, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

Les créances non douteuses (incidentées ou saines) font l'objet d'une dépréciation sur base collective soit selon une base statistique (historique des trois dernières années) soit selon l'expertise interne validée par le Comité des Experts Risques Réseau Groupe présidé des membres du Comité Exécutif. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash,...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels du groupe RCI Banque.

Quant aux encours non douteux et non incidentés qui sont ainsi classés sains, ils sont dépréciés de façon collective selon les risques de crédit et systémiques de chaque pays apprécié. Les montants dépréciés sont déterminés en fonction des taux techniques et sectoriels du sain et sont spécifiques à chaque pays. Les dépréciations des actifs sains du financement réseau constituées ou libérées au titre des risques systémiques sont regroupées au compte de résultat consolidé dans le poste coût du risque réseau des filiales concernées.

— Risque Pays (clientèle) : Les dépréciations pour risques pays sont constituées en fonction du risque de crédit auquel sont exposés les débiteurs d'un pays dont la situation économique se dégrade de façon continue et persistante.

Les pays dont la notation pays selon Standard et Poor's est inférieure à BBB+ et qui sont situés hors de la zone Euro font l'objet de ces dépréciations d'actifs. Au regard du portefeuille actuel du groupe RCI Banque sont concernés : le Brésil, l'Argentine, la Roumanie et le Maroc.

Le calcul consiste à appliquer aux actifs de financement non dépréciés sur base individuelle et par pays un taux de défaut prévisionnel et un taux de perte en cas de défaut et ce, sur les encours de l'activité Clientèle seulement. En effet, les actifs de financement Réseau ont déjà été intégrés dans les dépréciations de l'activité réseau sur une base de calcul similaire.

Le taux de défaut prévisionnel (PD) utilisé est fonction de la durée résiduelle du portefeuille, de la notation du pays et de la zone géographique (Pays émergents, Europe, Amérique du Nord). Ce taux de défaut indique la probabilité de défaillance des entreprises du pays concerné. Le groupe RCI Banque utilise les taux publiés par S&P sur les pays émergents et estimés sur une base historique comprise entre 1996 et 2013. Par ailleurs, le taux de perte en cas de défaut (LGD) se réfère à celui du Brésil et il est calculé sur une moyenne de 12 mois par expertise interne en fonction de la tendance observée sur les pays concernés.

Au bilan, les dépréciations au titre du risque pays sont classées en déduction des prêts et créances de la clientèle. Ces dépréciations constituées ou libérées au titre des risques systémiques sont regroupées au compte de résultat consolidé dans le poste coût du risque de RCI Banque SA.

Cependant, quand un pays est classé en « Défaut sélectif », la provision relative à ce pays est figée au dernier solde comptable de cette provision avant changement du rating, pour éviter une reprise de provision due à la seule dépréciation de la devise locale.

— Règles de passage en pertes : Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

— Dépréciation des valeurs résiduelles : Le groupe RCI Banque assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- a) la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- b) la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

F) Les contrats de « location opérationnelle » (IAS 17). — En application de la norme IAS 17, le groupe RCI Banque opère une distinction entre les contrats de « location financement » et les contrats de « location opérationnelle ».

Le principe général conduisant le groupe RCI Banque à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe RCI Banque sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transféré à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe RCI Banque tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le Groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle.

La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe RCI Banque des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée à 8 ans pour les batteries de Twizy et à 10 ans pour les batteries des autres véhicules électriques, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Le traitement des opérations de revente de véhicules à l'issue de contrats de location opérationnelle est identique à celui exposé au point : prêts et créances sur la clientèle et contrats de « location financement ».

G) Opérations entre le groupe RCI Banque et l'alliance Renault - Nissan. — Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe RCI Banque contribue à conquérir et fidéliser les clients des marques de l'alliance Renault-Nissan en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

— L'aide à la vente : Au 31 décembre 2014, le groupe RCI Banque a assuré 12 659 millions d'euros de nouveaux financements (cartes incluses) contre 11 455 millions d'euros au 31 décembre 2013.

— Relations avec le réseau de concessionnaires : Le groupe RCI Banque agit en partenaire financier afin de garantir et maintenir la bonne santé financière des réseaux de distribution de l'alliance Renault-Nissan.

Au 31 décembre 2014, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 7 877 millions d'euros contre 7 576 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2014, 585 millions d'euros sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du Groupe Renault contre 473 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2014, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 405 millions d'euros contre 320 millions d'euros au 31 décembre 2013.

— Relations avec les constructeurs : Le groupe RCI Banque règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe RCI Banque est réglé par le Groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 31 décembre 2014, cette participation s'élève à 393 millions d'euros contre 397 millions d'euros au décembre 2013.

H) Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres (IAS 39). — Le portefeuille de titres de RCI Banque est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IAS 39.

— Titres détenus à des fins de transaction : Ce sont les titres destinés à être cédés à une très brève échéance ou détenus afin de réaliser des plus-values.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (coupons courus inclus), les variations de valeur étant comptabilisées au compte de résultat.

— Titres disponibles à la vente : Catégorie par « défaut », elle regroupe les titres qui ne sont ni destinés à être détenus jusqu'à l'échéance, ni détenus à des fins de transaction.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (intérêts courus inclus), les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. Les intérêts courus sont comptabilisés au compte de résultat. S'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres telle que défaut de paiement ou la probabilité croissante de faillite de l'emprunteur, la perte cumulée qui a été comptabilisée directement en capitaux propres doit être sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

I) Immobilisations (IAS16/IAS36). — Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

Constructions	15 à 30 ans
Autres immobilisations corporelles	4 à 8 ans

J) Impôts sur les résultats (IAS12). — Les retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés consolidées afin de les mettre en harmonie avec les normes IAS, ainsi que les reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable. Une différence temporaire est également constatée dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Selon la méthode du report variable retenue par le groupe RCI Banque, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

K) Engagements de retraite et assimilés (IAS19) :

- Présentation des régimes : Le groupe RCI Banque a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :
- Régimes à prestations définies : Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent :
 - les indemnités de fin de carrière (France),
 - les compléments de retraites : les principaux pays ayant recours à ce type de régime sont le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Suisse.
 - les régimes légaux d'épargne : c'est le cas de l'Italie.

Les régimes à prestations définies sont parfois couverts par des fonds. Ces derniers font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif.

Les filiales du groupe RCI Banque qui ont recours à des fonds de pension externes sont RCI Financial Services Ltd, RCI Financial Services B V et RCI Finance SA.

- Régimes à cotisations définies : Le groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

— Méthode d'évaluation des passifs relatifs aux régimes à prestations définies : Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuée de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

L) Conversion des comptes des sociétés étrangères. — La monnaie de présentation du groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans les cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

Pour déterminer si un pays est en hyperinflation, le groupe se réfère à la liste publiée par l'International Task Force de l'AICPA (American Institute of Certified Public Accountants). Aucun pays dans lequel RCI Banque exerce une activité significative ne figure sur cette liste.

Les comptes des sociétés étrangères du groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, leurs comptes étant ensuite convertis dans la monnaie de présentation du groupe de la manière suivante :

- les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, qui sont maintenus au taux historique, sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période ; ce taux étant utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes, sauf cas de fluctuations significatives.
- l'écart de conversion est inclus dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat.

Les goodwill et les écarts d'évaluation dégagés lors d'un regroupement avec une société étrangère sont traités comme des actifs et des passifs de l'entité acquise.

Lors de la cession d'une société étrangère, les différences de conversion sur ses actifs et passifs, constatées précédemment en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

M) Conversion des transactions en monnaie étrangère. — Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat.

N) Les passifs financiers (IAS 39). — Le groupe RCI Banque enregistre un passif financier constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit.

Les éventuels frais d'émission et primes qui y sont rattachés sont étalés actuariellement selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'émission.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement.

Les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur sont comptabilisés selon les principes exposés dans les règles et méthodes comptables au point : Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39).

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

O) Emissions structurées et dérivés incorporés (IAS 39). — Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé sous jacent de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe RCI Banque correspondent à des sous jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, la couverture d'un dérivé par un autre dérivé étant interdite par l'IAS 39, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

P) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39) :

— Risques : La gestion des risques financiers par le groupe RCI Banque (risque de taux, risque de change, risque de contrepartie et liquidité) est exposée au chapitre « Les risques financiers » annexé au présent document.

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change et de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par RCI Banque peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs.

— Evaluation : Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

— La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est déterminée par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture. Elle intègre par ailleurs la valorisation des effets « de base » des swaps de taux et change.

— Celle des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

— Ajustement de crédit : Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gé à gé au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debt Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD - Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD - Loss Given Default) est estimée par défaut à 60 %.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie. Dans certains pays, lorsque l'information n'est pas disponible, la probabilité de défaut est approchée avec celle du pays de la contrepartie.

— Couverture de juste valeur : RCI Banque a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe / payeur variable ;
- Couverture du risque de change d'un actif ou passif en devises par un cross currency swap.

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif détenu à des fins de transaction et l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

— Couverture de flux de trésorerie : RCI Banque a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable / payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe (sur le plan économique, il s'agit de la macro-couverture) ;
- Couverture de flux futurs ou probables en devises.

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

— Opérations de transaction : On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles au sens d'IAS 39 à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe RCI Banque n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

Il s'agit essentiellement :

- des opérations de change dont la durée initiale est inférieure à 1 an,
- des dérivés incorporés identifiés dans le cadre des émissions structurées du groupe et des swaps qui leurs sont associés,
- des swaps contractés dans le cadre des opérations de titrisation,
- des swaps de taux variables/variables sur une même devise couvrant le risque de taux d'émissions à taux variable.

Q) Secteurs opérationnels (IFRS 8). — Les informations sectorielles sont présentées dans les états financiers annuels, selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

RCI Banque a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia, Samsung et Datsun. Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

Conformément à la norme IFRS 8, la répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8.

Les contributions par marché sont ainsi analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Le comité exécutif ayant décidé depuis le 1^{er} janvier 2009 de suivre les précédentes activités Grand Public et Entreprises de manière consolidée (marché « Clientèle »), la répartition des secteurs opérationnels demandée par IFRS 8 a suivi la même segmentation.

L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan.

L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.

Les résultats de chacun de ces deux segments de marché sont présentés séparément.

Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

Les activités de financements des ventes Renault, Nissan, Dacia, Samsung et Datsun sont regroupées.

R) Assurance. — Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par les contrats d'assurance émis par les sociétés d'assurance consolidées sont établis conformément à la norme IFRS 4.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe et sont présentés dans les postes de même nature du bilan et du compte de résultat consolidé.

— Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance :

- Provisions pour primes non acquises (assurance non vie) : Les provisions techniques pour primes non acquises correspondent à la part des primes qui se rapportent à la période comprise entre la date d'inventaire et la prochaine échéance du contrat. Elles sont calculées *pro rata temporis*.
- Provisions mathématiques (assurance vie) : Elles sont destinées à couvrir les obligations futures (ou flux d'indemnisation) correspondant aux engagements donnés, ainsi que les coûts de gestion de ces contrats.
- Provisions pour sinistres à payer : Les provisions pour sinistres à payer représentent l'estimation, nette des recours à encaisser, du coût de l'ensemble des sinistres déclarés non réglés à la clôture de l'exercice.
- Provisions IBNR (Incurred But Not Reported) : Il s'agit des provisions relatives aux sinistres non encore déclarés, estimées sur une base statistique.

Les garanties proposées couvrent le risque décès, l'invalidité, l'incapacité et la perte d'emploi dans le cadre d'une assurance emprunteur. Ces types de risques sont contrôlés par l'utilisation de tables de mortalité appropriées, par un contrôle statistique de la sinistralité sur les populations assurées et par un programme de réassurance.

Test de suffisance des passifs : Un test d'adéquation des passifs visant à s'assurer que les passifs d'assurance sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance est réalisé à chaque arrêté comptable. Les flux de trésorerie futurs résultant des contrats prennent en compte les garanties et options qui y sont attachées. En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat.

— Compte de résultat : Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le groupe sont présentés au compte de résultat sous les rubriques « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

3. Structure du groupe.

Evolution du périmètre de consolidation en 2014 :

— La société associée de financement des ventes à la clientèle et au réseau en Russie, RN Bank, créée par l'Alliance et un partenaire extérieur (Unicredit) est consolidée par mise en équivalence en 2014. RN Bank est détenue au travers d'une co-entreprise RN SF BV, holding commune RCI Banque et Nissan, qui détient avec le partenaire extérieur la société associée BARN BV, actionnaire de RN Bank. Ces deux holdings sont également consolidées par mise en équivalence en 2014. Le pourcentage d'intérêt de RCI Banque dans RN Bank et BARN BV s'établit à 30 % et celui dans RN SF BV à 50 %. L'écart de première consolidation de cette entité est non significatif.

— Absorption de Sogesma par DIAC S.A. le 30/09/2014 avec effet rétroactif au 01/01/2014.

— Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation :

– FCT CARS Alliance Auto Loans France V 2014-1 a émis en octobre 2014 des titres notés AAA et A adossés des crédits automobiles à la clientèle pour une valeur respective de 600 MEUR et 44 MEUR.

– CARS Alliance Auto Loans Germany Master, créé en mars 2014 a émis plusieurs séries de titres AAA auto-souscrites par RCI Banque Niederlassung Deutschland pour un montant de 674 MEUR au 31/12/2014.

— Arrivée à terme du Fonds commun de titrisation de FCT Cars Alliance DFP France.

— Arrivée à terme du Fonds commun de titrisation CARS Alliance Auto Loans Germany FCT.

Filiales étrangères n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France. — Conformément à l'arrêté du 6 octobre 2009 portant application de l'article L.511-45 du Code monétaire et financier, RCI Banque déclare détenir en Colombie la société RCI Servicios Colombia S.A à hauteur de 95 %. L'activité de cette dernière, consiste à percevoir des commissions sur les crédits apportés à un partenaire commercial. Les principaux indicateurs de gestion de cette filiale font l'objet d'un suivi mensuel. Au 31 décembre 2014, le résultat avant impôts est de 2,4 M€.

4. Adaptation à l'environnement économique et financier.

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité. — RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base d'investisseurs obligataire historique en euro, de nouvelles zones de placement ont été exploitées avec succès, permettant l'accès aux marchés obligataires dans des devises multiples (USD, CHF, GBP, BRL, KRW, etc), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, le lancement de l'activité de collecte de dépôts vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité futures résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseaux) et des opérations de refinancement réalisées. Les lois d'écoulement des dépôts ont fait l'objet d'hypothèses conservatrices, un coefficient multiplicateur étant appliqué aux sorties de trésorerie stressées retenues par le Comité de Bâle. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne en 2013, d'une revue par le régulateur bancaire (ACPR) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes.

Risque au titre de l'activité de crédit. — Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis de maintenir la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, RCI Banque a pour cible de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité. — RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance. — Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial. — Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie temporaires, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés.

Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « LCR » (Liquidity Coverage ratio), RCI Banque investit désormais en actifs liquides tels que définis par le comité de Bâle. Au cours du premier semestre, les actifs liquides détenus par RCI Banque étaient principalement constitués de dépôts à la Banque Centrale. Depuis l'arrêt de la politique de reprise de liquidités par l'institut d'émission, ces actifs liquides sont principalement constitués de titres émis par des états ou des émetteurs supranationaux européens détenus en direct. La durée de ce portefeuille est inférieure à un an.

En complément, RCI Banque a également investi dans un fond dont l'actif est constitué de titres de dettes émis par des agences et souverains européens et des émetteurs supranationaux. L'objectif de sensibilité moyenne au risque de crédit est de 7 ans avec une limite à 9 ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de 2 ans.

5. Refinancement.

RCI Banque a profité des excellentes conditions de marché pour allonger la maturité de sa dette en émettant pour la première fois à 7 ans. Cette opération d'un montant de 500 M€ a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de durées plus longues. RCI Banque a également bénéficié de la réouverture du marché des émissions à taux variable et lancé deux benchmarks sous ce format qui n'avait plus été utilisé depuis la crise financière. En outre, RCI Banque a émis une obligation à taux fixe d'une durée de 5 ans. Enfin, après une émission réussie sur le marché GBP en 2013, le groupe a confirmé son accès à la liquidité dans cette devise en empruntant à deux reprises 250 millions de livres sterling à 5 puis 3 ans.

Sur le segment des financements structurés, RCI Banque a procédé au placement public d'une titrisation adossée à des crédits clientèle en France pour 644 M€, et renouvelé une titrisation privée de créances concessionnaires en Allemagne.

Hors d'Europe, la filiale marocaine a réalisé sa première émission au mois de février et a confirmé son accès aux financements de marché par une seconde émission au mois de juin. Les entités du groupe en Argentine, au Brésil et en Corée du Sud ont également emprunté sur leurs marchés obligataires domestiques.

Après avoir lancé en 2012 et 2013, en France et en Allemagne, une offre de livrets d'épargne et de comptes à terme à destination du grand public, le groupe a poursuivi le développement des activités d'épargne en lançant une activité de collecte de dépôts en Autriche. A fin décembre, le total de dépôts de particuliers s'élevait à plus de 6,5 Md€ (5,1 Md€ de dépôts à vue et 1,4 Md€ de dépôts à terme), en hausse de plus de 50 % au cours des 12 derniers mois.

Ces ressources auxquelles s'ajoutent 4,0 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées (périmètre Europe), 1,9 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, 913 M€ d'actifs hautement liquides (HQLA), et un montant de cash disponible de 96 M€, permettent à RCI Banque d'assurer la continuité de son activité commerciale pendant plus de 11 mois sans accès à la liquidité extérieure.

6. Exigences réglementaires.

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe RCI Banque est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Les ratios calculés en 2014 ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

Participation de RCI Banque à l'AQR. — RCI Banque a fait partie des 130 établissements bancaires sélectionnés par la Banque Centrale Européenne (BCE) pour la réalisation du Compréhensive Assesment dans le cadre du Mécanisme de Supervision Unique. L'ensemble des résultats par établissement a été publié par la BCE le 26 Octobre 2014.

Dans le cadre de la revue qualitative des actifs, aucun ajustement significatif de ses fonds propres prudentiels n'a été demandé à RCI Banque.

Dans un scénario fortement stressé tel que défini par le régulateur européen, les fonds propres prudentiels de RCI Banque sont restés très supérieurs au niveau requis, avec un ratio de Common Equity Tiers 1 (CET1) s'élevant à 9,08 %, à comparer au seuil imposé de 4 % en 2014.

7. Notes sur les comptes consolidés.

Note 1. – Secteurs opérationnels.

1.1 - Segmentation par marché :

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2014
Encours productif moyen	18 717	6 698		25 415
Produit net bancaire	943	188	79	1 210
Résultat brut d'exploitation	625	15	11	787
Résultat d'exploitation	529	138	11	678
Résultat avant impôts	530	138	6	674

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2013
Encours productif moyen	17 721	6 498		24 219
Produit net bancaire	974	192	55	1 221
Résultat brut d'exploitation	674	156	8	838
Résultat d'exploitation	589	139	8	736

Résultat avant impôts	595	138	11	744
-----------------------	-----	-----	----	-----

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 5 et 6 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

1.2 Segmentation géographique. — L'information sur la contribution aux résultats financiers et commerciaux des principales zones géographiques est présentée dans le tableau « Activité du groupe » annexé au présent document.

Note 2. – Instruments dérivés.

En millions d'euros	12/2014		12/2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	36	42	3	38
Instruments dérivés de taux				22
Instruments dérivés de change	36	39	3	15
Autres instruments dérivés		3		1
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	262	47	200	92
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	248	32	187	85
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	14	15	13	7
Total des instruments dérivés	298	89	203	130

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les opérations ayant donné lieu à une comptabilisation dans ce poste sont décrites dans les règles et méthodes comptables aux points : « Les passifs financiers (IAS 39) » et « Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39) ».

— Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couvertures de flux de trésorerie :

En millions d'euros	Couvertures de flux de trésorerie	Echéancier de transfert en résultat de la réserve de couverture de flux de trésorerie		
		< à 1 an	De 1 à 5 ans	> à 5 ans
Solde au 31 décembre 2012	- 13	- 9	- 4	
Variation de juste valeur en capitaux propres	4			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	13			
Solde au 31 décembre 2013	4		4	
Variation de juste valeur en capitaux propres	- 3			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	2			
Solde au 31 décembre 2014	3	- 1	4	

Le tableau ci-dessus indique pour les couvertures de flux de trésorerie, les périodes au cours desquelles RCI Banque s'attend à ce que les flux de trésorerie interviennent et influent sur le résultat.

La variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie résulte d'une part de la variation de la juste valeur des instruments de couverture portée en capitaux propres, ainsi que du transfert en résultat de la période selon le même rythme que l'élément couvert.

— Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion :

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	De 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2014
---------------------	------------------	-----------------	-------------------	---------------

Couverture du risque de change :				
Opérations de change à terme :				
Ventes	1 765			1 765
Achats	1 777			1 777
Opérations de change au comptant :				
Prêts	112			112
Emprunts	112			112
Opération de swap de devises :				
Prêts	94	1 241		1 335
Emprunts	117	1 172		1 289
Couverture du risque de taux :				
Opérations de swap de taux :				
Prêteurs	5 820	5 579	350	11 749
Emprunteurs	5 820	5 579	350	11 749
<i>(*) Dont entreprises liées</i>				92

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	De 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2013
Couverture du risque de change :				
Opérations de change à terme :				
Ventes	1 465			1 465
Achats	1 453			1 453
Opérations de change au comptant :				
Prêts	53			53
Emprunts	53			53
Opérations de swap de devises :				
Prêts	332	1 060		1 392
Emprunts	335	1 124		1 459
Couverture du risque de taux :				
Opérations de swap de taux :				
Prêteurs	2 941	6 356		9 297
Emprunteurs	2 941	6 356		9 297

Note 3. – Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Actifs financiers disponibles à la vente	743	77
Effets publics et valeurs assimilées	455	37
Titres à revenus variables	118	8
Obligations et autres titres à revenus fixes	170	32
Autres actifs financiers	13	57
Participations dans les sociétés non consolidées	13	57
Total des actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	756	134

Note 4. – Prêts et créances sur les établissements de crédit.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Créances à vue sur les établissements de crédit	615	677
Comptes ordinaires débiteurs	586	659

Prêts au jour le jour	27	17
Créances rattachées	2	1
Créances à terme sur les établissements de crédit	135	483
Comptes et prêts à terme	128	473
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	3	8
Créances douteuses		1
Créances rattachées	4	1
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	750	1 160
(*) Dont entreprises liées	114	

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 479 millions d'euros à fin 2014 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse, Banques Centrales ».

Note 5. – Opérations avec la clientèle et assimilées.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Prêts et créances sur la clientèle	28 398	26 328
Opérations avec la clientèle	22 325	20 104
Opérations de location financière	6 073	6 224
Opérations de location opérationnelle	309	195
Total opérations avec la clientèle et assimilées	28 707	26 523

La valeur brute des encours restructurés, suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptible à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 24,9 millions d'euros et est dépréciée à hauteur de 7,7 millions d'euros au 31 décembre 2014.

5.1 - Opérations avec la clientèle :

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Créances sur la clientèle	22 951	20 802
Affacturage	509	487
Autres créances commerciales	1	87
Autres crédits à la clientèle	21 387	19 132
Comptes ordinaires débiteurs	319	302
Créances douteuses et compromises	735	794
Créances rattachées sur clientèle	38	57
Autres crédits à la clientèle	27	40
Comptes ordinaires débiteurs	2	
Créances douteuses et compromises	9	17
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	- 76	- 136
Étalement des frais de dossiers et divers	- 72	- 96
Étalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	- 412	- 372
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	408	332
Dépréciation des créances sur la clientèle	- 588	- 619
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	- 166	- 165
Dépréciation des créances douteuses et compromises	- 397	- 432
Dépréciation de la valeur résiduelle	- 25	- 22
Total net des créances sur la clientèle	22 325	20 104

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

5.2 - Opérations de location financière :

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Créances sur opérations de location financière	6 208	6 378
Crédit-bail et location longue durée	6 085	6 244
Créances douteuses et compromises	123	134
Créances rattachées sur opérations de location financière	7	8
Crédit-bail et location longue durée	5	5
Créances douteuses et compromises	2	3
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	- 39	- 49
Etalement des frais de dossiers et divers	- 16	- 18
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	- 102	- 117
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	79	86
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	- 103	- 113
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	- 10	- 10
Dépréciation des créances douteuses et compromises	- 89	- 98
Dépréciation de la valeur résiduelle	- 4	- 5
Total net des créances sur opérations de location financière	6 073	6224

— Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir :

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2014
Location financière - investissement net	3 058	3 116	2	6 176
Location financière - intérêts futurs à recevoir	209	178		387
Location financière - investissement brut	3 267	3 294	2	6 563
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	1 451	1 406	1	2 858
Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées	1 009	806	1	1 816
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	2 257	2 487	2	4 746

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2013
Location financière - investissement net	3 100	3 233	4	6 337
Location financière - intérêts futurs à recevoir	225	164		389
Location financière - investissement brut	3 325	3 397	4	6 726
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	1 433	1 461	2	2 896
Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées	841	609	2	1 452
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	2 485	2 789	2	5 276

5.3 - Opérations de location opérationnelle :

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Immobilisations données en location	308	195
Valeur brute des immobilisations données en location	346	220
Amortissements sur immobilisations données en location	- 38	- 25
Créances sur opérations de location opérationnelle	4	3
Créances rattachées	1	1
Créances saines	3	1
Créances douteuses et compromises		1

Dépréciation des opérations de location opérationnelle	- 3	- 3
Dépréciation des contrats douteux et compromis		- 1
Dépréciation de la valeur résiduelle	- 3	- 2
Total net des opérations de location opérationnelle	309	195

— Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables :

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Inférieur à 1 an	26	21
De 1 an à 5 ans	65	26
Supérieur à 5 ans		1
Total	91	48

5.4 - Exposition maximale au risque de crédit et indication sur la qualité des créances jugées saines par le groupe RCI Banque :

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 32 686 millions d'euros au 31 décembre 2014. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors bilan consolidé de RCI Banque (cf. note 22 Engagements reçus).

— Montant des créances échues :

En millions d'euros	12/2014	Dont non dépréciées (1)	12/2013	Dont non dépréciées (1)
Total des créances échues	840	416	518	15
Depuis 0 à 3 mois	455	416	82	15
Depuis 3 à 6 mois	44		61	
Depuis 6 mois à 1 an	27		36	
Depuis plus de 1 an	314		339	

(1) Ne comprend pas que les créances de financement des ventes non dépréciées, soit totalement, soit partiellement sur une base individuelle.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseaux). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 469 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 655 millions d'euros au 31 décembre 2013.

5.5 - Valeurs résiduelles en risque porté par RCI Banque :

Le montant total des risques sur valeurs résiduelles porté en propre par RCI Banque s'élève à 912 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 569 millions d'euros au 31 décembre 2013. Il est provisionné à hauteur de 5,7 millions d'euros au 31 décembre 2014 (concerne pour l'essentiel le Royaume-Uni).

Note 6. – Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2014
Valeur brute	20 932	8 090	379	29 401
Créances saines	20 428	7 727	377	28 532
Créances douteuses	178	324	1	503
Créances compromises	326	39	1	366
% des créances douteuses et compromises sur le total des créances	2,41 %	4,49 %	0,53 %	2,96 %
Dépréciation sur base individuelle	- 444	- 153	- 1	- 598
Dépréciation créances saines	- 59	- 53		- 112
Dépréciation créances douteuses	- 106	- 61		- 167
Dépréciation créances compromises	- 279	- 39	- 1	- 319
Dépréciation collective sectorielle	- 37	- 59		- 96
Dépréciation des créances	- 6	- 59		- 65

Risque pays	- 31			- 31
Total des valeurs nettes (*)	20 451	7 878	378	28 707
(*) Dont entreprises liées (hors participations reçues et rémunérations versées)	241	585	273	1 099

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2013
Valeur brute	19 036	7 787	435	27 258
Créances saines	18 496	7 379	434	26 309
Créances douteuses	155	368		523
Créances compromises	385	40	1	426
% des créances douteuses et compromises sur le total des créances	2,84 %	5,24 %	0,23 %	3,48 %
Dépréciation sur base individuelle	- 484	- 157	- 1	- 642
Dépréciation créances saines	- 58	- 53		- 111
Dépréciation créances douteuses	- 95	- 64		- 159
Dépréciation créances compromises	- 331	- 40	- 1	- 372
Dépréciation collective sectorielle	- 39	- 54		- 93
Dépréciation des créances	- 8	- 54		- 62
Risque pays	- 31			- 31
Total des valeurs nettes (*)	18 513	7 576	434	26 523
(*) Dont entreprises liées (hors participations reçues et rémunérations versées)	163	473	249	885

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault.

La provision pour risque pays concerne essentiellement l'Argentine et dans une moindre mesure le Brésil, le Maroc et la Roumanie.

Note 7. – Comptes de régularisation et actifs divers.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Créances d'impôts et taxes fiscales	239	214
Créances d'impôts courants	37	46
Créances d'impôts différés	105	86
Créances fiscales hors impôts courants	97	82
Comptes de régularisation et actifs divers	635	618
Autres débiteurs divers	201	231
Comptes de régularisation actif	29	33
Valeurs reçues à l'encaissement	295	261
Part des réassureurs dans les provisions techniques	110	93
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	874	832
(*) Dont entreprises liées	153	174

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 31.

La variation de la part des réassureurs dans les provisions techniques s'analyse ainsi :

Variation de la part des réassureurs dans les provisions techniques	12/2014	12/2013
En millions d'euros		
Part des réassureurs dans les provisions techniques au début de la période	93	80
Augmentation des provisions techniques à la charge des réassureurs	24	19
Sinistres mis à la charge des réassureurs	- 7	- 6
Part des réassureurs dans les provisions techniques à la fin de la période	110	93

Note 8. – Participations dans les entreprises associées et coentreprises.

En millions d'euros	12/2014		12/2013	
	Valeur bilan des SME	Résultat	Valeur bilan des SME	Résultat
NR Finance Mexico SA de CV				3
RCI Financial Services, s.r.o.				3
RN SF B.V.	33	- 6		
Orfin Finansman Anonim Sirketi	17	1	15	1
Total des participations dans les entreprises associées et coentreprises	50	- 5	15	7

Note 9. – Immobilisations corporelles et incorporelles.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Valeur nette des immobilisations incorporelles	4	3
Valeur brute	34	32
Amortissements et provisions	- 30	- 29
Valeur nette des immobilisations corporelles	24	25
Valeur brute	114	112
Amortissements et provisions	- 90	- 87
Total net des immobilisations corporelles et incorporelles	28	28

Note 10. – Ecart d'acquisition.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Allemagne	12	12
Royaume-Uni	40	37
Italie	9	9
Argentine	4	5
Corée du Sud	19	18
République tchèque	6	6
Total des écarts d'acquisition ventilés par pays	90	87

L'ensemble de ces écarts d'acquisition a fait l'objet de tests de dépréciation (selon les méthodes et hypothèses décrites en note B). Ces tests n'ont pas fait apparaître de risque de dépréciation au 31 décembre 2014.

Pour rappel, le goodwill de la Hongrie est entièrement déprécié depuis 2008. En 2013, un goodwill de 6.4 M€ a été enregistré au titre de la signature d'un nouvel accord de partenariat avec Unicredit ayant permis la prise de contrôle de la société RCI Financial Services s.r.o, en République Tchèque, par RCI Banque S.A.

Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre.*11.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation :*

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Dettes évaluées au coût amorti - hors couverture juste valeur	20 720	18 597
Dettes envers les établissements de crédit	2 650	3 062
Dettes envers la clientèle	7 304	5 136
Dettes représentées par un titre	10 766	10 399
Dettes évaluées au coût amorti - couverture juste valeur	5 871	5 928
Dettes envers les établissements de crédit	10	165
Dettes représentées par un titre	5 861	5 763
Total des dettes financières	26 591	24 525

11.2 - Dettes envers les établissements de crédit :

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Dettes à vue envers les établissements de crédit	125	229
Comptes ordinaires créditeurs	47	130
Autres sommes dues	78	99
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 535	2 998
Comptes et emprunts à terme	2 396	2 847
Dettes rattachées	139	151
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 660	3 227

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

La valeur comptable des créances apportées en garantie à la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF) par RCI Banque est nulle au 31 décembre 2014, suite à la main levée de ces créances. Il n'y a plus de refinancement SFEF (celui-ci s'élevait à 210 M€ au 31 décembre 2013).

Le solde du financement accordé par la Banque Centrale Européenne (BCE) en contrepartie des créances mobilisées s'élève à 550 M€ à fin décembre 2014 (nul à fin décembre 2013). Il est présenté dans le poste « Banques Centrales » au passif.

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 31 décembre 2014 à 2 850 M€, soit 398 M€ en créances privées, et 2 452 M€ en titres des véhicules de titrisations.

11-3 - Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'euros)	12/2014	12/2013
Comptes créditeurs de la clientèle	7 280	5 114
Comptes ordinaires créditeurs	75	58
Comptes créditeurs à tenue	671	723
Comptes d'épargne - livret ordinaire	5 102	3 549
Dépôts à terme de la clientèle	1 432	784
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	24	22
Autres sommes dues à la clientèle	17	20
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	6	
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme	1	2
Total des dettes envers la clientèle (*)	7 304	5 136
(*) Dont entreprises liées (1)	677	717

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque par le constructeur Renault pour un montant de 550 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Groupe.

RCI Banque a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne et en avril 2014 en Autriche, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme.

11.4 - Dettes représentées par un titre :

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Titres de créances négociables (1)	952	802
Certificats de dépôt	797	589
Billets de trésorerie, papiers commerciaux et assimilés	111	184
BMTN et assimilés	10	
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	34	29
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 636	3 605
Autres dettes représentées par un titre	3 635	3 602
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	1	3
Emprunts obligataires et assimilés	12 039	11 755
Emprunts obligataires	11 784	11 490

Dettes rattachées sur emprunts obligataires	255	265
Total des dettes représentées par un titre (*)	16 627	16 162
(*) Dont entreprises liées	203	203
(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., CFI RCI Brasil S.A. et Diac S.A..		
(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (Diac S.A.), italienne (RCI Banque Succursale Italiana), allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) et anglaise (RCI Financial Services Ltd).		

11.5 - Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés :

En millions d'euros	12/2014			12/2013		
	Variable	Fixe	Total	Variable	Fixe	Total
Dettes sur les établissements de crédit	1 011	1 649	2 660	1 089	2 138	3 227
Dettes envers la clientèle	5 728	1 576	7 304	4 134	1 002	5 136
Titres de créances négociables	452	500	952	407	395	802
Autres dettes représentées par un titre	3 063	572	3 635	3 393	212	3 605
Emprunts obligataires	2 409	9 631	12 040	1 340	10 415	11 755
Total de l'endettement par taux	12 663	13 928	26 591	10 363	14 162	24 525

11.6 - Ventilation des dettes par échéance. — La ventilation des dettes par échéance est exposée en note 17.

Note 12. – Titrisation.

En millions d'euros	Titrisation - opérations publiques								
	France					Italie		Allemagne	
Pays	France					Italie		Allemagne	
Entité cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	RCI Banque Succursale Italiana	RCI Bank Niederlassung	RCI Baak Niederlassung	
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	
Véhicule d'émission	CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	CARS Alliance Auto Loans France F 2012-1	CARS Alliance Auto Loans France V2012-1	CARS Alliance Auto Loans France V 2014-1	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Warehouse Italy SRL	CARS Alliance Auto Loans Germany Master	CARS Alliance Auto Loans Germany V2013-1	
Date de début	Mai 2012	Juin 2012	Novembre 2012	Octobre 2014	Juillet 2013	Juin 2012	Mars 2014	Décembre 2013	
Maturité légale des fonds	Août 2030	Septembre 2021	Février 2024	Janvier 2026	Juillet 2023	Décembre 2029	Mars 2031	Décembre 2024	
Montant des créances cédées à l'origine	715 M€	867 M€	826 M€	700 M€	1 020 M€	777 M€	674 M€	977 M€	
Rehaussement de crédit à la date initiale	Cash réserve pour 1%	Cash réserve pour 1%	Cash réserve pour 1%	Cash réserve pour 1%	Cash réserve pour 1%	Cash réserve pour 1% sur-	Cash réserve pour 1% sur-	Cash réserve pour 1%	
	Sur-collatéralisation en créances de 15,1%	Sur-collatéralisation en créances de 13%	Sur-collatéralisation en créances de 13,5%	Sur-collatéralisation en créances de 11,5%	Sur-collatéralisation en créances de 20,35%	Collatéralisation en créances de 14,5%	Collatéralisation en créances de 8%	Sur-collatéralisation en créances de 12%	
Créances cédées au 31/12/14	447 M€	97 M€	379 M€	671 M€	1 054 M€	511 M€	946 M€	904 M€	
Titres émis au 31/12/14 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque)	Class A notation : AAA	Class A notation : AAA	Class A notation : AAA	Class A notation : AAA	Class A notation : AAA	Class A notation : AAA	Class A notation : AAA	Class A notation : AAA	
	377 M€	4 M€	285 M€	600 M€	750 M€	433 M€	870 M€	800 M€	
	Class B non noté	Class B non noté	Class B non noté	Class C non noté	Class B notation : A+	Class J non noté	Class B non noté	Class B notation : A	
	68 M€	102 M€	109 M€	34 M€	44 M€	137 M€	76 M€	57 M€	
Période	Revolving	Amortissement	Amortissement	Revolving	Revolving	Amortissement	Revolving	Revolving	
Nature de l'opération	Auto-souscrite	Marché	Marché	Marché	Auto-souscrite	Auto-souscrite	Auto-souscrite	Marché	

En 2014, le groupe RCI Banque a procédé à deux opérations de titrisation publiques en France et en Allemagne, par l'intermédiaire de véhicules ad hoc. Certaines ont été souscrites par RCI Banque SA et permettent ainsi d'obtenir des titres mobilisables auprès de la BCE.

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, des opérations ont été assurées par conduit. Ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus. Ont été titrisées des créances à la clientèle au Royaume-Uni et en Italie ainsi que des créances leasing et des créances concessionnaires en Allemagne.

Au 31 décembre 2014, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations par conduit est de 1 931 M€, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 1 711 M€.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l'exigence de rétention de 5 % du capital économique mentionné à l'article 405 de la directive européenne n° 575/2013. Ces opérations n'ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s'élève à 7 724 M€ au 31 décembre 2014 (7 680 M€ au 31 décembre 2013), soit :

- pour les titrisations placées sur le marché : 2 052 M€,
- pour les titrisations auto-souscrites : 2 958 M€,

– pour les titrisations privées : 2 714 M€.

La juste valeur de ces créances est de 7 901 M€ au 31 décembre 2014.

Un passif de 3 636 M€ a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 3 670 M€ au 31 décembre 2014.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu'à la quote-part des titres conservés par le groupe RCI Banque, constituant une réserve de liquidité.

Note 13. – Comptes de régularisation et passifs divers.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Dettes d'impôts et taxes fiscales	445	451
Dettes d'impôts courants	74	76
Dettes d'impôts différés	339	329
Dettes fiscales hors impôts courants	32	46
Comptes de régularisation et passifs divers	1 104	917
Dettes sociales	38	58
Autres créditeurs divers	875	676
Comptes de régularisation passif	186	176
Comptes d'encaissement	5	7
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 549	1 368
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	187	64

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 31.

Note 14. – Provisions.

En millions d'euros	12/2013	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2014
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	214	197	– 55	– 86		270
Provisions pour risques de litiges	4	43	– 27			20
Autres provisions, y compris provisions techniques d'assurance	210	154	– 28	– 86		250
Provisions sur opérations non bancaires	84	26	– 14	– 6	8	98
Provisions pour engagements de retraite et ass.	34	4	– 4		7	41
Provisions pour restructurations	5		– 1			4
Provisions pour risques fiscaux et litiges	41	20	– 8	– 3		50
Autres provisions	4	2	– 1	– 3	1	3
Total des provisions	298	223	– 69	– 92	8	368

() Autres variations - Reclassement effet des variations de change, effet de la variation du périmètre.*

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructurations à fin décembre 2014 concernent principalement l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Les autres provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des captives d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. La provision technique d'assurance s'élève à 227 M€ à fin décembre 2014.

Les provisions pour litiges sur opérations bancaires comprennent notamment celle de la succursale allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) qui s'élève à 13 M€ à fin décembre 2014 dont 1 ME au titre de l'audit fiscal sur la TVA et 12 ME au titre des frais de dossiers abusifs suite à la décision de la Cour Suprême allemande ainsi que celle de la filiale hongroise (RCI ZRT) qui s'élève à 5 M€ suite à une loi à effet rétroactif sur les contrats en devises.

La variation des provisions techniques relatives aux contrats émis par les captives d'assurance s'analysent ainsi :

Variation de la provision technique d'assurance		12/2014	12/2013
En millions d'euros			
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en début de période		183	151
Dotation aux provisions techniques des contrats d'assurance		62	46
Prestations payées		- 18	- 14
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en fin de période		227	183

Risque d'assurance . — Le risque principal encouru par le groupe du fait des contrats d'assurance et de réassurance souscrits consiste en ce que le montant réel des sinistres et des indemnités et/ou la cadence de paiement de ceux-ci peuvent différer des estimations. La fréquence des sinistres, leur gravité, l'évaluation des indemnités versées, la nature des sinistres dont certains sont à développement long, ont une influence sur le risque principal encouru par le groupe. Le groupe veille à ce que ses provisions disponibles soient suffisantes pour couvrir ses engagements.

L'exposition au risque est limitée par la diversification du portefeuille de contrats d'assurance et de réassurance ainsi que celle des zones géographiques de souscription. La volatilité des risques est également réduite par une sélection stricte des contrats, le respect des guides de souscription et au le recours à des accords de réassurance.

Afin de limiter ses risques, le groupe a recours à la réassurance. Les contrats cédés en réassurance sont conclus sur une base proportionnelle. Les traités de réassurance en quote-part sont conclus afin de réduire les expositions globales du groupe pour toutes les activités et dans tous les pays. Les montants recouvrables auprès des réassureurs sont évalués conformément à la provision pour sinistres et conformément aux traités de réassurance. La réassurance ne décharge cependant pas la cédante de ses engagements face aux assurés. Dans la mesure où le réassureur ne serait pas en mesure de respecter ses obligations, le groupe est exposé à un risque de crédit sur les contrats cédés. Les traités de réassurance sont conclus avec une contrepartie de notation A. Le groupe surveille de manière active la notation du réassureur. Le groupe a évalué les risques couverts par les contrats de réassurance et est d'avis qu'aucune rétrocession n'est nécessaire.

Hypothèse clés . — La principale hypothèse sous-jacente aux estimations de passif est que l'évolution des sinistres futurs suivra un modèle identique à l'évolution des sinistres passés du groupe.

Le groupe a donc considéré un taux de perte ultime afin d'estimer le coût total des sinistres et de ses provisions (IBNR). Compte tenu des traités de réassurance conclus, une dégradation ou une amélioration de ce taux de perte n'aura pas un impact significatif sur les résultats de l'année.

Provisions pour engagements de retraite et assimilés :

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Montant de la provision sociétés françaises	32	28
Montant de la provision sociétés étrangères	9	6
Total de la provision pour engagements de retraite	41	34

Filiales sans fond de pension :

Principales hypothèses actuarielles retenues	France	
	12/2014	12/2013
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	2,26 %	2,16 %
Taux d'actualisation financière	1,89 %	3,19 %
Taux de départ	5,83 %	4,25 %

Filiales avec fond de pension :

Principales hypothèses actuarielles retenues	UK		Suisse		Pays Bas	
	12/2014	12/2013	12/2014	12/2013	12/2014	12/2013
Duration moyenne	27 ans	27 ans	17 ans	11 ans	12 ans	12 ans
Taux d'indexation des salaires	3,00 %	3,35 %	1,00 %	1,00 %	1,25 %	1,25 %
Taux d'actualisation	3,80 %	4,75 %	1,50 %	2,00 %	2,60 %	3,20 %
Taux de rendement REEL des actifs de couverture	12,10 %	6,80 %	2,00 %	1,40 %	2,60 %	3,20 %

Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice :

En millions d'euros	Valeur actuarielle de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Plafonnement de l'actif	Passif (actif) net au titre de prestations définies
	(A)	(B)	(C)	(A) - (B) - (C)
Solde à l'ouverture de la période	67	33		34
Coût des services rendus de la période	3			3
Intérêt net sur le passif (actif) net	2	1		1
Charge (produit) au compte de résultat	5	1		4
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses démographiques	-2			-2
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses financières	11			11
Rendement des actifs du régime (hors partie en intérêts nets)		3		-3
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des effets d'expérience	1			1
Réévaluation du passif (actif) net en autres éléments du résultat global	10	3		7
Contributions versées au régime		1		-1
Prestations payées au titre du régime	-4	-1		-3
Effet des variations de cours de change	2	-2		
Solde à la clôture de l'exercice	80	38		42

Nature des fonds investis :

En millions d'euros	12/2014		12/2013	
	Côtés sur un marché actif	Non côtés sur un marché actif	Côtés sur un marché actif	Non côtés sur un marché actif
Actions	9		8	
Obligations	25		21	
Autres	4		4	
Total	38		33	

Note 15. – Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie.

En millions d'euros	12/2013	Dotations	Reprises		Autres variations (*)	12/2014
			Utilisées	Non utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	735	339	-250	-131	4	697
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	642	321	-245	-124	6	600
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	93	17	-5	-7	-2	96
Opérations sur titres		1				1
Provisions sur opérations non bancaires	4	1				5
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	4	1				5
Provisions sur opérations bancaires	4	43	-27			20
	4	43	-27			20
Total couverture des risques de contreparties	743	383	-277	-131	4	722

(*) Autres variations – Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre.

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 6.

Note 16. – Dettes subordonnées.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Dettes évaluées au coût amorti	251	251
Emprunts subordonnés	250	250
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	1	1

Dettes évaluées à la juste valeur	10	10
Titres participatifs	10	10
Total des dettes subordonnées	261	261

L'émission publique de dettes subordonnées de 250 millions d'euros mise en place en 2005 a les caractéristiques suivantes :

- d'une durée de 10 ans (remboursement in fine le 07/04/2015),
- en devise Euro,
- au taux d'intérêt Euribor 3 mois + 0,90.

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par Diac SA comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du sous-groupe Diac de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6.5 %.

Note 17. – Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir.

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2014
Actifs financiers	8 570	9 762	11 589	281	30 202
Instruments dérivés	41	21	214	22	298
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	125	399	101	132	757
Prêts et créances sur les établissements de crédit	685	5	60		750
Prêts et créances sur la clientèle	7 719	9 337	11 214	127	28 397
Passifs financiers	8 455	3 679	13 728	1 079	26 941
Instruments dérivés	17	38	34		89
Dettes envers les établissements de crédit	874	709	1 077		2 660
Dettes envers la clientèle	5 345	394	1 015	550	7 304
Dettes représentées par un titre	2 219	2 287	11 602	519	16 627
Dettes subordonnées		251		10	261

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2013
Actifs financiers	8 205	8 823	10 637	160	27 825
Instruments dérivés	8	19	176		203
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	12	15	49	58	134
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 152	7	1		1 160
Prêts et créances sur la clientèle	7 033	8 782	10 411	102	26 328
Passifs financiers	6 561	4 811	12 984	560	24 916
Instruments dérivés	21	10	99		130
Dettes envers les établissements de crédit	1 132	1 131	964		3 227
Dettes envers la clientèle	3 777	165	644	550	5 136
Dettes représentées par un titre	1 630	3 505	11 027		16 162
Dettes subordonnées	1		250	10	261

Note 18. – Ventilation des flux futurs contractuels par échéance.

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2014
Passifs financiers	8 399	4 087	14 415	1 112	28 013
Instruments dérivés	13	27	25		65
Dettes envers les établissements de crédit	848	596	1 077		2 521
Dettes envers la clientèle	5 339	394	1 015	550	7 298
Dettes représentées par un titre	1 930	2 176	11 587	519	16 212
Dettes subordonnées		250		9	259

Intérêts futurs à payer	269	644	711	34	1 658
Engagements de financements et garanties donnés - clientèle	1 653				1 653
Total flux futurs contractuels par échéance	10 052	4 087	14 415	1 112	29 666

En millions d'euros	<3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	>5 ans	Total 12/2013
Passifs financiers	6 592	5 070	13 915	603	26 180
Instruments dérivés	23	5	42	37	107
Dettes envers les établissements de crédit	1 101	1 009	964		3 074
Dettes envers la clientèle	3 774	165	644	550	5 133
Dettes représentées par un titre	1 439	3 386	11 021		15 846
Dettes subordonnées			250	9	259
Intérêts futurs à payer	255	505	994	7	1 761
Engagements de financements et garanties donnés - clientèle	1 576				1 576
Total flux futurs contractuels par échéance	8 168	5 070	13 915	603	27 756

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en comptes des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les dérivés passifs, les flux contractuels correspondent aux montants à décaisser.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre.

**Note 19. – Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)
et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur.**

En millions d'euros 12/2014	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	30 203	743	1 048	28 542	30 333	130
Instruments dérivés	298		298		298	
Actifs financiers disponibles à la vente et autres	757	743		14	757	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit	750		750		750	
Prêts et créances sur la clientèle	28 398			28 528	28 528	130
Passifs financiers	26 941	10	27 256		27 266	- 325
Instruments dérivés	89		89		89	
Dettes envers les établissements de crédit	2 660		2 688		2 688	- 28
Dettes envers la clientèle	7 304		7 304		7 304	
Dettes représentées par un titre	16 627		16 924		16 924	- 297
Dettes subordonnées	261	10	251		261	

(*) VNC : Valeur nette comptable – JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents.

Les actifs financiers disponibles à la vente classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

La baisse de - 44 M€ par rapport à décembre 2013 s'explique pour l'essentiel par la consolidation de RN SF B V en mai 2014, ce qui justifie l'essentiel de la variation du poste : « Participations dans les entreprises associées et coentreprises ».

En millions d'euros 12/2013	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	27 825	77	1 363	26 481	27 921	96
Instruments dérivés	203		203		203	
Actifs financiers disponibles à la vente et autres	134	77		57	134	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 160		1 160		1 160	

Prêts et créances sur la clientèle	26 328			26 424	26 424	96
Passifs financiers	24 916	10	25 269		25 279	- 363
Instruments dérivés	130		130		130	
Dettes envers les établissements de crédit	3 227		3 268		3 268	- 41
Dettes envers la clientèle	5 136		5 136		5 136	
Dettes représentées par un titre	16 162		16 484		16 484	- 322
Dettes subordonnées	261	10	251		261	

(*) VNC : Valeur nette comptable – JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents.

Hypothèses et méthodes retenues :

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si RCI Banque ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

— Actifs financiers : Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par RCI Banque au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

— Prêts et créances à la clientèle : Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

— Passifs financiers : La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à RCI Banque au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 20. – Accords de compensation et autres engagements similaires.

Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires. — Le groupe RCI Banque négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe RCI Banque ne dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'évènement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers :

— En millions d'euros - 31/12/2014 :

Actif	Valeur brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	298		298	66			233
Créances de financement Réseau ⁽¹⁾	1 121		1 121		724		397
Total	1 419		1 419	66	724		630

⁽¹⁾ La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 521 M€ à celles du groupe Renault Retail Groupe, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 350 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 11.3) et pour 600 M€ aux concessionnaires financés par Companhia de Credito, Financiamento e investimento RCI Brasil, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 205 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

Passif	Valeur brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	89		89	66			23
Autres contrats							
Total	89		89	66			23

— En millions d'euros - 31/12/2013 :

Actif	Valeur brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	203		203	81			122
Créances de froncement Réseau ⁽¹⁾	1 232		1 232		669		563
Total	1 435		1 435	81	669		685

⁽¹⁾ La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 423 M€ à celles du groupe Renault Retail Groupe, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 350 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 11.3) et pour 809 M€ aux concessionnaires hors groupe financées par Companhia de Credito, Financiamento e Investimento RCI Brasil, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 246 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

Passif	Valeur brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	130		130	81			49
Autres contrats							
Total	130		130	81			49

Note 21. – Engagements donnés.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Engagements de financement	1 645	1 486
Engagements en faveur de la clientèle	1 645	1 486
Engagements de garantie	64	157
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	34	67
Engagements d'ordre de la clientèle	30	90
Total des engagements donnés (*)	1 709	1 643
(*) Dont entreprises liées	11	12

Note 22. – Engagements reçus.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Engagements de financement	4 812	4 669
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 812	4 668
Engagements reçus de la clientèle		1
Engagements de garantie	8 051	8 192
Engagements reçus d'établissements de crédit	146	212
Engagements reçus de la clientèle	4 676	4 788
Engagements de reprise reçus	3 229	3 192
Total des engagements reçus (*)	12 863	12 861
(*) Dont entreprises liées	2 476	2 103

RCI Banque dispose au 31 décembre 2014 de 4 803 millions d'euros de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions court et moyen termes et de 1 874 millions d'euros de titres de créances éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

Garanties et collatéraux. — Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe RCI Banque mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 23. – Exposition au risque de change.

12/2014 En millions d'euros	Bilan		Hors bilan		Position nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurell
Position en USD	1 006			- 1 006			
Position en GBP		- 898	1 027		129		129
Position en CHF		- 115	118		3		3
Position en CZK		- 12	30		18		18
Position en ARS	14				14		14
Position en BRL	121				121		121
Position en PLN		- 190	203		13		13
Position en HUF	6				6		6
Position en KRW	162				162		162
Position en MAD	26				26		26
Position en DKK		- 71	71				
Position en TRY	17				17		17
Position en SEK		- 40	40				
Position en NOK	55			- 55			
Position en AUD	125			- 125			
Position en RUB		- 45	45				
Position en SGD	30			- 30			
Expositions totales	1 562	- 1 371	1 534	- 1 216	509		509

12/2013 En millions d'euros	Bilan		Hors bilan		Position nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurell
Position en USD	1 419			- 1 419			
Position en GBP		- 875	995		120		120
Position en CHF		- 7	10		3		3
Position en CZK	12		6		18		18
Position en ARS	15				15		15
Position en BRL	120				120		120
Position en PLN		- 81	94		13		13
Position en HUF	6				6		6
Position en KRW	148				148		148
Position en MAD	26				26		26
Position en DKK		- 44	44				
Position en TRY					16		16
Position en SEK		- 23	23				
Position en NOK	60			- 60			
Position en AUD	120			- 120			
Position en SGD	28			- 28			
Expositions totales	1 970	- 1 030	1 172	- 1 627	485		485

La position de change structurelle correspond à la valeur des titres de participations en devises détenus par RCI Banque SA.

La position de change monétaire consolidée s'est maintenue tout l'exercice en dessous de la limite imposée par le Groupe Renault de 11 M€. Par conséquent, la sensibilité du résultat à une variation des taux de change n'est pas significative.

Note 24. – Intérêts et produits assimilés.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Intérêts et produits assimilés	2 252	2 228
Opérations avec les établissements de crédit	27	20
Opérations avec la clientèle	1 630	1 563
Opérations de location financière	496	535
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	98	109
Intérêts courus et échus des instruments financiers disponibles à la vente	1	1
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	- 338	- 303

Opérations avec la clientèle	- 271	-231
Opérations de location financière	- 67	- 72
Total des intérêts et produits assimilés (*)	1 914	1 925
(*) Dont entreprises liées	560	538

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 25. – Intérêts et charges assimilées.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Opérations avec les établissements de crédit	- 224	- 281
Opérations avec la clientèle	- 103	- 70
Opérations de location financière	- 1	- 1
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	- 15	- 37
Charges sur dettes représentées par un titre	- 598	- 587
Autres intérêts et charges assimilés	- 21	- 25
Total des intérêts et charges assimilés (*)	- 962	- 1 001
(*) Dont entreprises liées	- 33	- 35

Note 26. – Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Gains (pertes) nets sur instruments financiers	- 4	
Gains et pertes nets sur opérations de change	- 38	- 20
Gains et pertes nets sur actifs financiers non dérivés de transaction	1	
Gains et pertes nets sur les instruments dérivés classés en opé. de transaction	28	18
Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur	- 1	- 1
Couvertures de juste valeur : variation instruments de couverture	115	- 202
Couvertures de juste valeur : variation éléments couverts	- 109	205
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur	- 4	0

Les gains (ou pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat intègrent l'ajustement au titre du risque de crédit de - 3,3 M€ au 31 décembre 2014 se décomposant en un produit de + 0,2 M€ au titre de la DVA et une charge de - 3,5 M€ au titre de la CVA.

Note 27. – Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Autres actifs financiers	2	3
Dividendes reçus des titres de participation non consolidés	3	3
Variation des provisions pour dépréciation	- 1	
Ecart de première consolidation		13
Ecart de première consolidation		13
Total gains (pertes) nets actifs financiers disponibles à la vente et autres (*)	2	16
(*) Dont entreprises liées	- 1	

L'écart de première consolidation était de 13 M€ au 31 décembre 2013, dont 12 M€ suite à l'entrée de OOO RN Finance RUS (Russie) dans le périmètre de consolidation.

Note 28. – Produits (charges) nets des autres activités.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Autres produits d'exploitation bancaire	791	700

Prestations accessoires aux contrats de financement	300	296
Produits des activités de services	339	288
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	62	54
Dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	3	5
Opérations de location opérationnelle	44	33
Autres produits d'exploitation bancaire	46	29
Dont reprise de provisions pour risques bancaires	18	4
Autres charges d'exploitation bancaire	- 558	- 450
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	- 134	- 141
Coûts des activités de services	- 167	- 144
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	- 53	- 46
Dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	- 3	- 2
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	- 84	- 74
Opérations de location opérationnelle	- 26	- 21
Autres charges d'exploitation bancaire	- 94	- 24
Dont dotation aux provisions pour risques bancaires	- 13	- 3
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire	16	22
Autres produits d'exploitation non bancaire	32	34
Autres charges d'exploitation non bancaire	- 16	- 12
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	249	272
(*) Dont entreprises liées	- 8	- 8

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Les autres charges d'exploitation bancaires comprennent notamment 52 millions d'euros suite à la décision de la Cour Suprême allemande jugeant les frais de dossiers abusifs (avec rétroactivité depuis 2004).

Produits nets de l'activité d'assurance :

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Primes brutes émises	197	158
Variation des provisions techniques	- 42	- 31
Sinistres payés	- 18	- 14
Autres charges des prestations des contrats	- 2	- 1
Sinistres mis à la charge des réassureurs	7	6
Charges et produits nets de cessions en réassurance	- 10	- 9
Total des produits nets de l'activité d'assurance	132	109

Note 29. – Charges générales d'exploitation et des effectifs.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Frais de personnel	- 221	- 218
Rémunération du personnel	- 149	- 145
Charges de retraites et assimilées	- 14	- 15
Autres charges sociales	- 49	- 48
Autres charges de personnel	- 9	- 10
Autres frais administratifs	- 196	- 158
Impôts et taxes hors IS	- 24	- 26
Loyers	- 11	- 14

Autres frais administratifs	- 161	- 118
Total des charges générales d'exploitation (*)	- 417	- 376
(*) Dont entreprises liées	- 3	- 4

Effectif moyen en nombre	12/2014	12/2013
Financements et services en France	1 305	1 321
Financements et services à l'étranger	1 545	1 523
	2 850	2 844

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel.

Conformément aux normes IFRS applicables à RCI Banque, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est classée en « Impôts et taxes hors IS ».

Les autres frais administratifs comprennent notamment un paiement de 17 millions d'euros suite à un redressement fiscal sur la TVA de la succursale allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland).

Note 30. – Coût du risque par catégorie de clientèle.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Coût du risque sur financement clientèle	- 94	- 81
Dotations pour dépréciation	- 235	- 193
Reprises de dépréciation	274	245
Pertes sur créances irrécouvrables	- 157	- 150
Récupérations sur créances amorties	24	17
Coût du risque sur financement des réseaux	- 13	- 17
Dotations pour dépréciation	- 92	- 118
Reprises de dépréciation	91	119
Pertes sur créances irrécouvrables	- 13	- 20
Récupérations sur créances amorties	1	2
Coût du risque sur autres activités	- 2	- 4
Variation de la provision pour risques pays		- 3
Variation des dépréciations des autres créances	- 2	- 1
Total du coût du risque	- 109	- 102

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 31. – Impôts sur les bénéfices.

En millions d'euros	12/2014	12/2013
Impôts exigibles	- 228	- 218
Impôts courants sur les bénéfices	- 228	- 218
Impôts différés	10	- 20
Impôts différés	10	- 20
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	- 218	- 238

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés :

En millions d'euros	12/2014	12/2013
ID sur dépréciations	56	66
ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement	14	15
ID sur déficits reportables	78	85
ID sur autres actifs et passifs	24	- 21
ID sur opérations de location	- 399	- 382
ID sur immobilisations	- 1	
Provisions sur impôts différés actif	- 6	- 6
Total des impôts différés nets au bilan	- 234	- 243

Rapprochement entre la charge réelle d'impôts comptabilisée et la charge théorique :

En %	12/2014	12/2013
Taux d'impôt sur les bénéfices en vigueur en France	38,00 %	38,00 %
Différentiel de taux d'imposition des entités françaises	0,53 %	1,69 %
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	- 7,87 %	- 9,38 %
Variation des provisions sur impôts différés actifs et pertes sur déficits fiscaux	- 0,02 %	0,01 %
Effet des entreprises associées et des coentreprises	0,33 %	- 0,73 %
Autres impacts	2,27 %	2,45 %
Taux effectif d'impôt	33,24 %	32,04 %

Les entités françaises Diac S.A. et Diac Location S.A. sont soumises à la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés dont le taux en vigueur est de 10.7 %, ce qui porte leur taux d'imposition sur les bénéfices à 38 %.

Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global :

En millions d'euros	Var. 2014 des capitaux propres			Var. 2013 des capitaux propres		
	Avant IS	IS	Net	Avant IS	IS	Net
Opérations de couverture de flux de trésorerie	- 1		- 1	34	- 13	21
Ecart actuariels sur engagements de retraite	- 7	2	- 5	3	- 1	2
Différences de conversion	16		16	- 82		- 82

Note 32. – Evénements postérieurs à la clôture.

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2014 n'est intervenu entre la date de clôture et le 4 février 2015, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.

8. Filiales et succursales du groupe.

A) Liste des sociétés consolidées et des succursales à l'étranger :

	Pays	Participation directe de RCI	Participation indirecte de RCI		Pourcentage d'intérêt	
			%	Détenue par	2014	2013
Société-mère : RCI Banque S.A. :						
Succursales de RCI Banque :						
RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland	Allemagne					
RCI Banque Sucursal Argentina	Argentine					
RCI Banque SA Niederlassung Osterreich	Autriche					
RCI Banque S.A. Sucursal en Espana	Espagne					
RCI Banque Sucursal Portugal	Portugal					
RCI Banque S.A. Bancna Podruznicna Ljubljana	Slovénie					
RCI Banque Succursale Italiana	Italie					
RCI Banque Branch Ireland	Irlande					

Renault Finance Nordic, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike	Suède				
RCI Banque Spółka Akeyjna Oddzial w Polsce**	Pologne				
Sociétés intégrées globalement :					
RCI Versicherungs Service GmbH	Allemagne	100		100	100
Rombo Compania Financiera S.A.	Argentine	60		60	60
Courtage S.A.	Argentine	95		95	95
RCI Financial Services S.A.	Belgique	100		100	100
AUTOFIN	Belgique	100		100	100
Administradora De Consorcio RCI Brasil Ltda.	Brésil	99,92		99,92	99,92
Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil	Brésil		100	Companhia de Credito, Financiamento e Investimento Renault do Brasil	60,11 60,11
Companhia de Credito, Financiamento e Investimento RCI Brasil	Brésil	60,11			60,11 60,11
Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.	Brésil	100			100 100
RCI Financial Services Korea Co, Ltd	Corée du sud	100			100 100
Overlease S.A.	Espagne	100			100 100
Diac S.A.	France	100			100 100
Diac Location S.A.	France		100	Diac S.A.	100 100
RCI ZRT	Hongrie	100			100 100
ES Mobility SRL	Italie	100			100 100
RCI Services Ltd	Malte	100			100 100
RCI Insurance Ltd	Malte		100	RCI Services Ltd	100 100
RCI Life Ltd	Malte		100	RCI Services Ltd	100 100
RCI Finance Maroc	Maroc	100			100 100
RDFM**	Maroc		100	RCI Finance Maroc	100 100
RCI Financial Services B.V.	Pays-Bas	100			100 100
RCI Leasing Polska	Pologne	100			100 100
RCI GEST - Instituição Financeira de Crédito, SA	Portugal	100			100 100
RCI GEST SEGUROS - Mediadores de Seguros, Lda	Portugal		100	RCI GEST - Instituição Financeira de Crédito, SA	100 100
RCI Finance CZ s.r.o.	R. Tchèque	100			100 100
RCI Financial Services s.r.o.	R. Tchèque	50			50 50
RCI Finantare Romania	Roumanie	100			100 100
RCI Broker De Asigurare S.R.L.	Roumanie		100	RCI Finantare Romania	100 100
RCI Leasing Romania IFN S.A.	Roumanie	100			100 100
RCI Financial Services Ltd	Royaume-Uni	100			100 100
OOO RN FINANCE RUS**	Russie	100			100 100
RCI Finance S.A.	Suisse	100			100 100
SPV :					
Cars Alliance Auto Loans Germany Master*	Allemagne		(cf note 12)	RCI Banque Niederlassung Deutschland	
FCT Cars Alliance Auto Loans Germany V2013-1**	Allemagne		(cf note 12)	RCI Banque Niederlassung Deutschland	
FCT Cars Alliance Auto Leases Germany	Allemagne			RCI Banque Niederlassung Deutschland	
Cars Alliance DFP Germany 2014*	Allemagne			RCI Banque Niederlassung Deutschland	
FCT CARS Alliance Auto Loans France V 2014-1*	France		(cf note 12)	Diac S.A.	
FCT Cars Alliance DFP France**	France		(cf note 12)	Diac S.A.	

CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	France		(cf note 12)	Diac S.A.		
CARS Alliance Auto Loans France F 2012-1	France		(cf note 12)	Diac S.A.		
CARS Alliance Auto Loans France V 2012-1	France		(cf note 12)	Diac S.A.		
Cars Alliance Warehouse Italy SRL	Italie		(cf note 12)	RCI Banque Succursale Italiana		
Cars Alliance Fonding Italy SRL	Italie			RCI Banque Succursale Italiana		
SPV Cars Alliance Auto Loans UK	Royaume-Uni			RCI Financial Services Ltd		
Sociétés mises en équivalence :						
RN SF B.V.*	Pays-Bas	50				50
BARN B.V.*	Pays-Bas		60	RN SF B.V.*		30
RN Bank*	Russie		100	BARN B.V.*		30
Orfin Finansman Anonim Sirketi**	Turquie	50				50
Renault Crédit Car	Belgique		50,10	AUTOFIN		50,10
						50,10

* Entités entrées dans le périmètre en 2014. ** Entités entrées dans le périmètre en 2013.

B) Informations sur les implantations et activités :

— Index En millions d'euros - 31/12/2014 :

Pays	Nom des implantations	Nature d'activité	Effectifs (1)	Produit net bancaire	Bénéfice ou perte avant impôt	Montant des impôts sur les bénéfices	Subventions publiques reçues
Allemagne	RCI Banque S.A Niederlassung Deutschland RCI Versicherungs Service GmbH	Financement Service	322	91	33	- 9	
Argentine	RCI Banque Sucursal Argentina Rombo Compania Financiera S.A. xxx xxx	Financement Financement Service	38	36	46	- 16	
Autriche	RCI Banque SA Niederlassung Osterreich	Financement	38	12	4	- 1	
Belgique	RCI Financial Services SA AUTOFIN Renault Credit Car	Financement Financement Financement	24	11	1	- 2	
Bésil	Administradora De Consorcio RCI Brasil Ltda Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil Companhia de Credito, Financiamento e Investimento RCI Brasil Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.	Financement Financement Financement Service	140	163	100	- 33	
Corée du Sud	RCI Financial Service Korea Co. Ltd	Financement	84	53	41	- 9	
Espagne	RCI Banque S.A. Sucursal en Espana Overlease S.A.	Financement Financement	159	71	45	- 11	
France	RCI BANQUE SA Diac Location S.A.	Financement Financement	1236	399	179	- 78	
Hongrie	RCIZRT	Financement	5	1	- 4	1	
Irlande	RCI Banque branch Ireland	Financement	19	4	1	- 0	
Italie	RCI Banque Succursale italiana ES Mobility SRL	Financement Financement	184	71	24	- 23	
Malte	RCI Services Ltd RCI Insurance Ltd RCI Life Ltd	Holding Service Service	12	74	71	- 4	
Maroc	RCI Finance Maroc RDFM	Financement Service	27	18	7	- 3	
Pays-Bas	RCI Financial Services B.V.	Financement	36	12	3	- 1	
Pologne	RCI Banque Spolka Akcyjna Oddzial w Polsce RCI Leasing Polska	Financement Financement	51	17	13	- 3	
Portugal	RCI Banque Sucursal Portugal RCI GEST - Instituição Financeira de Crédito SA RCI GEST SEGUROS – Mediadores de Seguros, Lda	Financement Financement Service	35	10	6	- 2	
R. Tchèque	RCI Finance CZ s.r.o. RCI Financial Services s.r.o.	Financement Financement	20	10	8	- 2	
Roumanie	RCI Finantare Romania RCI Broker De Asigurare S.R.L. RCI Leasing Romania IFN S.A.	Financement Service Financement	63	12	1	- 1	
Royaume-Uni	RCI Financial Services Ltd	Financement	208	91	64	- 15	

Russie	OOO RN FINANCE RUS	Financement	229	10	3	- 2
	RN SF B.V.	Financement				
Slovénie	RCI Banque S.A. Bancna Podruznica Ljubljana	Financement	21	2	- 1	0
Suède	Renault Finance Nordic, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike	Financement	13	5	1	- 1
Suisse	RCI Finance S.A.	Financement	36	18	11	- 3
Turquie	Orfin Finansman Anonim Sirketi	Financement	45		1	
Total			3 043	1 210	674	- 218

C) Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives. — Le tableau ci-dessous récapitule les informations relatives aux sociétés du groupe RCI Banque ayant des intérêts minoritaires significatifs, ainsi qu'aux co-entreprises significatives, avant élimination intra-groupe :

— Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives :

En millions d'euros - 31/12/14 Avant élimination des opérations intra groupe	Rombo Compania Financiera	Cia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil	CFI RCI Brasil
Pays d'implantation	Argentine	Brésil	Brésil
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle	40,00 %	39,89 %	39,89 %
Pourcentage de droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle	40,00 %	39,89 %	39,89 %
Nature	Filiale	Filiale	Filiale
Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale
Résultat net - part des participations ne donnant pas le contrôle	8	10	15
Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires)	0	0	13
Prêts et créances aux établissements de crédit	13	10	96
Encours nets de crédit et de location financière	198	315	2 355
Autres actifs	2	18	237
Total actif	213	343	2 688
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	135	36	2 297
Autres passifs	14	64	61
Situation nette	64	244	330
Total passif	213	343	2 688
Produit net bancaire	39	50	105
Résultat net	20	25	37
Autres éléments du résultat global	- 0		10
Résultat global	20	25	47
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	- 11	- 7	36
Flux de trésorerie liés aux financements			32
Flux de trésorerie liés aux investissements			1
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	- 11	- 7	68

Les pourcentages de droits de vote sont identiques.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour ces deux entités brésiliennes, CAM RCI Brasil et CFI RCI Brasil, est classé en « Autres dettes » pour un montant de 175 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 179 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour ROMBO Compania Financiera est classé en « Autres dettes » pour un montant de 28 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 25 millions d'euros au 31 décembre 2013.

En millions d'euros - 31/12/13 Avant élimination des opérations intra groupe	Rombo Compania Financiera	Cia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil	CFI RCI Brasil
Pays d'implantation	Argentine	Brésil	Brésil
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle	40,00 %	39,89 %	39,89 %
Pourcentage de droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle	40,00 %	39,89 %	39,89 %
Nature	Filiale	Filiale	Filiale

Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale
Résultat net - part des participations ne donnant pas le contrôle	8	11	17
Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires)	0	0	11
Prêts et créances aux établissements de crédit	4	3	170
Encours nets de crédit et de location financière	325	394	2 307
Autres actifs	2	13	217
Total actif	331	410	2 693
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	266	139	2 322
Autres passifs	14	54	53
Situation nette	51	217	318
Total passif	331	410	2 693
Produit net bancaire	41	54	103
Résultat net	20	28	41
Autres éléments du résultat global	1		6
Résultat global	21	28	47
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	1	-2	-102
Flux de trésorerie liés aux financements			27
Flux de trésorerie liés aux investissements			
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1	-2	-75

D) Entreprises associées et co-entreprises significatives :

En millions d'euros - 31/12/14	RN Bank	Orfin Finansman Anonim Sirketi
Pays d'implantation	Russie	Turquie
Pourcentage d'intérêts détenu	30,00 %	50,00 %
Part dans les entreprises associées et co-entreprises	30,00 %	50,00 %
Nature	Entreprise associée	Co-entreprise
Méthode de consolidation	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises	-6	1
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	33	17
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires)	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit	151	49
Encours nets de crédit et de location financière	354	429
Autres actif	28	8
Total actif	533	487
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	410	446
Autres passifs	13	6
Situation nette	110	34
Total passif	533	487
Produit net bancaire	23	7
Résultat net	15	2
Autres éléments du résultat global		
Résultat global	15	2
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	-15	-8
Flux de trésorerie liés aux financements		
Flux de trésorerie liés aux investissements		
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-15	-8

En millions d'euros - 31/12/13	RN Bank	Orfin Finansman Anonim Sirketi
Pays d'implantation	Russie	Turquie
Pourcentage d'intérêts détenu	30,00 %	50,00 %
Part dans les entreprises associées et co-entreprises	30,00 %	50,00 %
Nature	Filiale	
Méthode de consolidation	Non consolidé	
Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises		
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises		
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires)	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit		31
Encours nets de crédit et de location financière		269
Autres actif		5
Total actif		304
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre		267
Autres passifs		5
Situation nette		32
Total passif		304
Produit net bancaire		7
Résultat net		2
Autres éléments du résultat global		
Résultat global		2
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation		
Flux de trésorerie liés aux financements		
Flux de trésorerie liés aux investissements		
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		

E) *Restrictions importantes.* — Le groupe n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel les filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent exiger des filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidités, de limiter leur exposition à d'autres parties du groupe et de se conformer à d'autres ratios.

Annexe 1 : Activité du groupe.

En millions d'euros	Année	Encours nets à fin décembre (1)	Dont réseaux à fin
Europe	2014	23 612	7 090
	2013	21 395	6 475
Dont Allemagne	2014	4 229	1 124
	2013	3 710	992
Dont Espagne	2014	2 016	476
	2013	1 673	458
Dont France	2014	9 268	2 893
	2013	9 023	2 757
Dont Italie	2014	2 623	688
	2013	2 340	639
Dont Royaume-Uni	2014	2 956	720
	2013	2 295	568
Dont autres pays (2)	2014	2 519	1 188
	2013	2 355	1 062
Eurasie	2014	87	3

	2013	92	3
Asie Pacifique - Corée du Sud	2014	1 047	9
	2013	954	8
Amérique	2014	2 966	707
	2013	3 170	1 022
Dont Brésil	2014	2 652	590
	2013	2 660	807
Dont Argentine	2014	315	117
	2013	511	216
Afrique - Moyen-orient	2014	306	68
	2013	283	68
Total groupe RCI Banque	2014	28 017	7 877
	2013	25 894	7 576

⁽¹⁾ Hors opérations de location opérationnelle.

⁽²⁾ Belgique, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Portugal, Pays Nordiques, Pologne, République Tchèque, Hongrie, Slovaquie, Irlande.

Les produits provenant des clients externes sont affectés aux différents pays en fonction du pays d'appartenance de chacune des entités. En effet, chaque entité n'enregistre que des produits provenant de clients résidents dans le même pays que l'entité.

Annexe 2 : Les risques financiers.

RCI Banque poursuit ses objectifs à travers deux stratégies principales :

- elle émet sous son nom les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale des filiales consolidées du groupe (émission de ressources interbancaires, titres de créances et obligataires, titrisations, négociation de lignes de crédit confirmées) et procède aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe ;
- elle gère et minimise l'exposition aux risques financiers liés à l'activité Clientèle des filiales de financement des ventes, par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Le périmètre de la politique financière s'étend à l'ensemble des filiales financières consolidées du groupe RCI Banque, y compris les filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Le refinancement des filiales situées dans un pays hors zone euro dont le risque de transfert et convertibilité est jugé matériel par RCI Banque est généralement réalisé localement afin de limiter tout risque « transfrontière ». Les procédures Groupe prévoient néanmoins la possibilité pour la centrale de refinancement d'accorder ponctuellement des financements cross border aux filiales situées dans ces pays pour des montants limités, ou dans le cas où une police d'assurance couvre le risque de non convertibilité et de non transfert.

Ces filiales sont également soumises aux mêmes exigences de suivi des risques financiers que les autres filiales du groupe : respect des limites de risque de taux et de change, suivi du risque de liquidité, limitation du risque de contrepartie et suivi spécifique par le biais d'un comité financier dédié et d'un reporting ad hoc.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par le holding RCI Banque sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe RCI Banque.

Organisation du contrôle des risques de marché. — Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe RCI Banque, selon des normes validées par l'actionnaire Renault. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe RCI Banque, par la Direction Financement et Trésorerie de RCI Banque. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Contrôle Permanent (Secrétariat Général et Direction de la Gestion des Risques) assure la production d'un reporting quotidien et la surveillance de l'exposition du Groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le comité financier de RCI Banque, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisées au titre de la gestion des risques de marché.

La gestion des risques globaux de taux d'intérêt, de change, de contrepartie et de liquidité :

— Risque de taux : Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation des taux sur la marge brute financière future.

L'objectif du groupe RCI Banque est de limiter au maximum ce risque afin de protéger sa marge commerciale.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le comité financier, déclinaison individuelle d'une partie de la limite accordée par Renault au groupe RCI Banque.

Limite centrale de refinancement : 22 M€,

Limite des filiales de financement des ventes : 11 M€,

Non Alloués : 2 M€,

Total limite de sensibilité en M€ accordé par Renault à RCI Banque : 35 M€.

La sensibilité ainsi définie consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité.

La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant t .

Le scénario privilégié par le groupe RCI Banque est un calcul de sensibilité à une hausse uniforme de 100 bp des taux d'intérêts sur l'ensemble des maturités. Le calcul est basé sur des GAP actif et passif moyens mensuels.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe RCI Banque. Le suivi est réalisé par le service des risques financiers, qui est rattaché au Département Contrôle Permanent (Secrétariat Général & Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un reporting mensuel au comité financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

En 2014, la sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite fixée par le groupe (35 M€).

Au 31 Décembre 2014, une hausse des taux de 100 points aurait un impact de :

- + 1,0 M€ en EUR,
- + 0,4 M€ en CHF,
- + 0,9 M€ en GBP,
- 0,3 M€ en KRW,
- + 0,5 M€ en MAD,
- 0,5 M€ en BRL.

La somme des valeurs absolues des sensibilités dans chaque devise s'élève à 4,52 M€.

L'analyse du risque structurel de taux fait ressortir les points suivants :

– Filiales de financement de ventes : La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des swaps de taux d'intérêt de macro-couverture.

– Centrale de refinancement : L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines micro-couvertes par des swaps de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variables.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de swaps de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité du holding de refinancement sous la limite de 22 M€.

Ces swaps ainsi que les titres disponibles à la vente sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément aux normes IFRS.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixes par les swaps d'intérêts les micro-couvrant ;
- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable.

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché. La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

— Le risque de liquidité : RCI Banque se doit de disposer à tout moment de ressources financières suffisantes pour assurer la pérennité de son activité et son développement.

A cette fin, RCI Banque s'impose des normes internes strictes.

Quatre indicateurs sont suivis mensuellement en comité financier :

– La position de liquidité statique : RCI Banque a pour objectif d'avoir une position de liquidité statique positive. Les actifs générés par le passé sont financés par des ressources d'une maturité similaire ou supérieure.

– Le nombre de jours de liquidité.

Un stress-scenario permet de calculer le nombre de jours pendant lesquels le groupe RCI Banque peut, sans aucun recours supplémentaire au marché, disposer d'un montant de liquidités suffisant à la couverture de son activité passée et prévisionnelle.

Ce chiffre est donné par le calcul d'impasses de liquidité tenant compte, d'une part des ressources émises, des lignes bancaires bilatérales confirmées non utilisées, du potentiel éligible aux opérations de politique monétaire du Système européen de banques centrales (SEBC) et de la position de trésorerie et, d'autre part, des actifs commerciaux et financiers existants et des prévisions d'activité.

– La liquidité intrinsèque : cet indicateur mesure le nombre de jours pendant lesquels RCI Banque peut exercer son activité sans utilisation des accords de crédits confirmés, en utilisant son cash, ses actifs hautement liquides et sa capacité d'emprunt en banque centrale.

– Les sécurités disponibles.

Les sécurités disponibles sont les sources de liquidité d'urgence, utilisables par RCI Banque en cas de besoin. Elles se composent de lignes bancaires bilatérales confirmées, de collatéraux mobilisables et cessibles éligibles au refinancement Banque Centrale, d'actifs financiers à court terme et d'actifs liquides.

Pour atteindre ses objectifs, RCI Banque dispose au 31 décembre 2014 (périmètre Europe) de 4,0 Md€. de lignes bancaires confirmées non tirées, 1,9 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE (montant après application des décotes et hors créances mobilisées à la date de clôture), 913 M€ d'actifs hautement liquides (HQLA), et un montant de cash disponible de 96 M€.

Afin de diversifier ses utilisations bancaires et de limiter le total des ressources obtenues auprès d'une même contrepartie, la salle des marchés entretient des relations avec un nombre important de banques et d'intermédiaires, tant en France qu'à l'étranger.

— Le risque de change : Depuis mai 2009, RCI Banque a été autorisée par l'ACPR à exclure les actifs durables et structurels de sa position de change compte tenu du respect des conditions de l'article 331 de l'arrêté du 20 février 2007.

En conséquence, la position de change se situant en dessous du seuil de 2 % des fonds propres défini à l'article 293-2 de l'arrêté du 20 février 2007, RCI Banque ne calcule plus d'exigences en fonds propres au titre du risque de change.

– Centrale de refinancement : Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque SA, centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de 3 M€ tout au long de l'année, à l'exception du 30/06/2014 où la position de change de RCI Banque SA a atteint 11.9 MEUR en raison de la réception d'un dividende en CHF. Une opération de vente au comptant a permis de réduire cette position à 0.4 MEUR dès le 01/07/2014.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction Financements et Trésorerie.

– Filiales de financement de ventes : Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

La limite globale du groupe RCI Banque accordée par l'actionnaire Renault est de 17 M€.

Au 31 décembre 2014, la position de change consolidée du groupe RCI Banque atteint 6.5 M€.

— Le risque de contrepartie : La gestion du risque de contrepartie sur opérations de marché est assurée par un dispositif de limites définies par RCI Banque, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

Le respect de ces limites est suivi quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier RCI Banque et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

Les contreparties sur opérations de marché sont choisies parmi les intervenants bancaires des marchés français et internationaux. Les limites sont attribuées en fonction d'un système de notation interne en vigueur pour l'ensemble du Groupe Renault.

Les excédents de liquidité sont principalement placés en dépôts bancaires à très court terme, à la Banque Centrale et en actifs liquides (définition adoptées par le Parlement Européen sur recommandations du comité de Bale).

Ces investissements en actifs liquides, notamment destinés à la constitution du coussin de sécurité nécessaire au respect du ratio LCR, sont encadrés par des limites en montant et en durée définies par le Groupe RCI Banque.

Ainsi, RCI Banque SA, la centrale de refinancement peut investir directement, ou par l'intermédiaire d'un fonds, en :

- bons du trésor des Etats de la zone Euro ;
- obligations émises par des entités supranationales (Fonds Européen de Stabilité Financière, ESM, Union Européenne) et des banques de développement (Banque Européenne d'investissement, KfW).

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Les engagements sur les produits dérivés sont pondérés par des coefficients plus conservateurs que ceux recommandés par la réglementation. Le risque de règlement/livraison sur opérations de change fait l'objet d'un suivi et de limites spécifiques.

Les garanties bancaires reçues font l'objet d'un suivi spécifique.

Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 456 millions au 31 décembre 2014 d'euros contre 249 millions d'euros au 31 décembre 2013. Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 1053 millions au 31 décembre 2014 d'euros contre 1103 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessous.

L'exposition relative au risque de contrepartie est suivie selon deux méthodes.

Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur une méthode forfaitaire interne. Il tient compte, en outre, du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée conjointement avec l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à

une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau des fonds propres, ratio de solvabilité financière, notations long terme et court terme par les agences de rating, appréciation qualitative de la contrepartie.

La méthode forfaitaire est également employée pour mesurer le risque global de contrepartie encouru sur l'ensemble des produits dérivés contractés par le groupe RCI Banque. Elle est fondée sur des coefficients de pondération.

Ces coefficients de pondération sont liés au type d'instruments et à la durée de l'opération.

Durée résiduelle	Coefficient taux (en % du nominal)	Durée initiale	Coefficient change (en % du nominal)
Entre 0 et 1 an	2 %	Entre 0 et 1 an	6 %
Entre 1 et 2 ans	5 %	Entre 1 et 2 ans	18 %
Entre 2 et 3 ans	8 %	Entre 2 et 3 ans	22 %
Entre 3 et 4 ans	11 %	Entre 3 et 4 ans	26 %
Entre 4 et 5 ans	14 %	Entre 4 et 5 ans	30 %
Entre 5 et 6 ans	17 %	Entre 5 et 6 ans	34 %
Entre 6 et 7 ans	20 %	Entre 6 et 7 ans	38 %
Entre 7 et 8 ans	23 %	Entre 7 et 8 ans	42 %
Entre 8 et 9 ans	26 %	Entre 8 et 9 ans	46 %
Entre 9 et 10 ans	29 %	Entre 9 et 10 ans	50 %

Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Un suivi global en méthode « mark to market positif + add-on » est également réalisé.

Il est fondé sur la méthode réglementaire dite des grands risques. Pour les dépôts et excédents de trésorerie en compte courant, l'exposition est comptabilisée sur la base du montant nominal. Pour les produits dérivés (taux et change), celle-ci est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de change et sur l'or (en % du nominal)
<= 1 an	0 %	1 %
1 an < durée <= 5 ans	0,50 %	5 %
> 5 ans	1,50%	7,50 %

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

1 Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Estimations comptables : Votre groupe constitue des provisions pour couvrir des risques de crédit inhérents à ses activités, comme mentionné dans les notes 2-D, 2-E, 4, 5.1, 5.2 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu les processus mis en place par la direction ainsi que leur adaptation à l'environnement de crise financière pour identifier ces risques, les évaluer et déterminer leur niveau de couverture par des provisions à l'actif ou au passif du bilan. Nous avons apprécié l'analyse des risques encourus sur une sélection de débiteurs individuels ainsi que, pour une sélection de portefeuilles évalués collectivement, les données et les paramètres sur lesquels votre groupe a fondé ses estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense, le 12 février 2015.

KPMG S.A.,
Valéry Foussé, Associé ;

ERNST & YOUNG Audit,
Bernard Heller, Associé.

VII. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social.

1503405